

**CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR**  
**SAMEDI 21 JUIN 2025 A 9H30**

**N° 25 06 40**

**Rapporteur : Christine MOREL**

**AFFAIRES GÉNÉRALES**

**POLITIQUE DE LA VILLE**

**GIP Contrat de Ville Le Havre Seine Métropole**

**Rapports annuels 2023 et 2024**

**. Adoption**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**  
**CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR**  
**SAMEDI 21 JUIN 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-et-un juin à neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Ville d'Harfleur légalement convoqué le treize juin deux mille vingt-cinq s'est réuni à la Mairie d'Harfleur, dans la salle du Parc – Centre Françoise Dolto.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, la séance est publique.

Madame Christine MOREL, Maire, présidant la séance procède tout d'abord à l'appel nominal auquel répondent :

**PRÉSENTS** : Mme Christine MOREL, M. Dominique BELLENGER, M. Loïc JAMET, Mme Sabrina LEFEBVRE (à partir du point n° 25 06 03), M. José GUTIERREZ, Mme Marjorie BELLENGER, M. Yoann LEFRANC (jusqu'au point n° 25 06 38), M. Gilles DON SIMONI, M. Jean-Pierre PEDRON, Mme Nathalie JARROUSSE, Mme Sylvie ROGER, M. Hervé TOULLEC, Mme Aurélie REBEILLEAU, M. Franck GROUSSARD, Mme Coralie FOLLET, M. Pierre GRISEL.

**ABSENTS EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION** : Mme Sylvie BUREL à Mme Christine MOREL, Mme Justine DUCHEMIN à Mme Marjorie BELLENGER, M. Anthony DE VRIES à M. Yoann LEFRANC (jusqu'au point n° 25 06 38), Mme Sylvie DUCOEURJOLY à Mme Sabrina LEFEBVRE (à partir du point n° 25 06 03), M. Ousmane NDIAYE à M. Dominique BELLENGER, Mme Yvette ROMERO à Mme Nathalie JARROUSSE, Mme Élise ROGER à Mme Sylvie ROGER.

**ABSENTS EXCUSÉS SANS PROCURATION** : Mme Sylvie DUCOEURJOLY (jusqu'au point n° 25 06 02), Mme Sabrina LEFEBVRE (jusqu'au point n° 25 06 02), M. Anthony DEVRIES (à partir du point n° 25 06 39), M. Yoann LEFRANC (à partir du point n° 25 06 39).

**ABSENTS** : Mme Julie LEMARCIS, Mme Cindy EVRARD, M. Samuel LEROY, M. Nicolas NOUAILHAS, Mme Julie LETHEUX, Mme Sophie BOUJU (née VIVIER).

**Conseillers Municipaux :**

Conseillers Municipaux en exercice = 29	Ouverture séance	A partir du point N° 25 06 03	A partir du point N° 25 06 39
Présents	15	16	15
Procurations	6	7	6
Absents excusés	2	0	2
Absents	6	6	6
Votants	21	23	21

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217603414-20250621-2506-40-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/07/2025  
Publication : 01/07/2025



**Mesdames, Messieurs,**

Le décret n° 2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville prévu à l'article L. 1111-2 du CGCT prévoit que : « *dans les communes et établissements publics de coopération intercommunale ayant conclu un contrat de ville [etc...], le maire et le président de l'établissement public de coopération intercommunale présentent à leur assemblée délibérante respective un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville.* »

Il convient, par conséquent, d'adopter les rapports annuels 2023 et 2024 sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville.

Ces documents, en accord avec les services de l'Etat, ont été respectivement adoptés lors des Assemblées Générales du Groupement d'Intérêt Public du contrat de ville Le Havre Seine Métropole, réunies les 4 avril 2024 et 25 mars 2025.

Le rapport se doit dans la mesure du possible, de traiter des sujets suivants :

- Principales orientations du contrat de ville ;
- Evolution de la situation dans les quartiers concernés au regard des objectifs poursuivis ;
- Recensement des actions au bénéfice des habitants des quartiers au titre de l'année écoulée ;
- Perspectives d'améliorations au titre du renforcement des actions de droit commun, à la coordination des acteurs, à la participation des habitants ou à l'évaluation des actions ;
- Articulation entre les volets social, économique et urbain du contrat avec le PRU.

A l'issue de l'année 2024, il est à noter les tendances suivantes :

- Augmentation des crédits Politique de la Ville de l'Etat, délégués au territoire, depuis 2014, dans une optique de rééquilibrage au regard des autres contrats de ville du département, ;
- Les actions de niveau communal, ont, parallèlement, bénéficié de cette progression ;
- Le volet intercommunal s'élève à 43,7 % de la programmation (contre 8,3 % en 2014) ;
- Conformément à l'objectif de 20 % minimum, fixé par l'Etat à partir de 2018, l'axe emploi représente 28 % (contre 23 % en 2023) ;
- La politique de la ville est axée sur l'expérimentation. Chaque année, 15 à 20 % des programmations annuelles incluent de nouvelles actions. En 2024, le taux de nouvelles actions atteint 30 %.

Les faits suivants ont marqué les années 2023 et 2024 :

- Renouvellement du contrat de de ville 2024/2030 ;
- Réunion-extension-renouvellement des deux Cités Educatives, pour 3 ans (2024/2026) ;
- Poursuite de la Cité de l'emploi, dispositif d'Etat aidé (50 K€ en 2024), sur le périmètre élargi aux quatre communes signataires du Contrat de ville et prolongation du coordonnateur de la Cité de l'emploi.

Il vous est proposé d'adopter les rapports annuels 2023 et 2024 sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville, tels que présentés en annexes.



En conséquence, et après en avoir délibéré, je vous propose que le Conseil Municipal,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.1111-2 et L.2313-1 ;

VU le décret n° 2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville prévu à l'articles L.1111-2 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'avis du Bureau Municipal du 10 juin 2025,

CONSIDÉRANT l'obligation faite par le décret n° 2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville ;

CONSIDÉRANT que le GIP CVLHSM est l'organe à la disposition de l'Etat et des collectivités, pour mettre en œuvre le contrat de ville, sur notre territoire ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'adopter les rapports annuels 2023 et 2024, relatifs à la Politique de la Ville sur notre territoire ;

- décide d'adopter les rapports annuels 2023 et 2024, relatif à la mise en œuvre de la politique de la ville à l'échelle de notre territoire.

*Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité  
les conclusions de ce rapport.  
Fait et délibéré en l'Hôtel de ville d'Harfleur les jours et ans sus indiqués  
Pour extrait certifié conforme  
Christine MOREL  
Maire,*



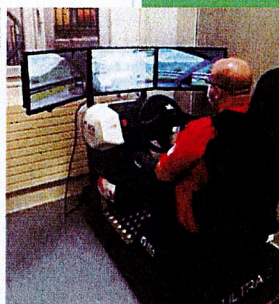
Délais et voie de recours :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.



Janvier 2023

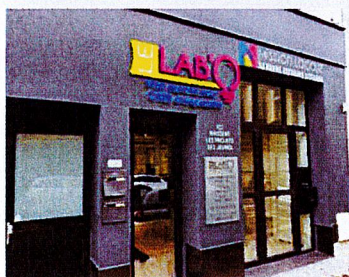
# Rapport d'activités 2023 du Contrat de ville Le Havre Seine Métropole 2015-2023



**GIP** CONTRAT  
DE VILLE  
LE HAVRE SEINE MÉTROPOLE

**LE  
HAVRE  
SEINE**  
MÉTROPOLE

  
*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE





## Contenu

INTRODUCTION .....	2
1/ CADRE GENERAL .....	3
2/ PRINCIPALES ORIENTATIONS DU CONTRAT DE VILLE 2022 .....	5
3/ EVOLUTION DE LA SITUATION DES QUARTIERS .....	7
4/ QUELQUES INDICATEURS .....	12

## INTRODUCTION

Depuis le décret n° 2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville prévu à l'article L. 1111-2 du CGCT, « *dans les communes et établissements publics de coopération intercommunale ayant conclu un contrat de ville [etc...], le maire et le président de l'établissement public de coopération intercommunale présentent à leur assemblée délibérante respective un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville.* »

La méthodologie retenue, en étroite relation avec les services de l'Etat, a été la suivante :

- Corps principal du document constitué par le présent rapport annuel d'activité 2022 du GIP du contrat de ville « Le Havre Seine Métropole »,
- Ajout en annexe de tout ou partie du rapport disponible le cas échéant au titre de l'article L1111-2 du CGCT (Obligation d'un rapport DSU ; pour laquelle seule la ville du Havre est concernée),
- Obtention le cas échéant pour les 3 autres communes, de données similaires, mises en forme et ajout en annexe au document principal,
- Adoption par les 4 conseils municipaux concernés,
- Adoption par le conseil communautaire,
- Ajout en annexes au BP 2022 de Le Havre Seine Métropole.

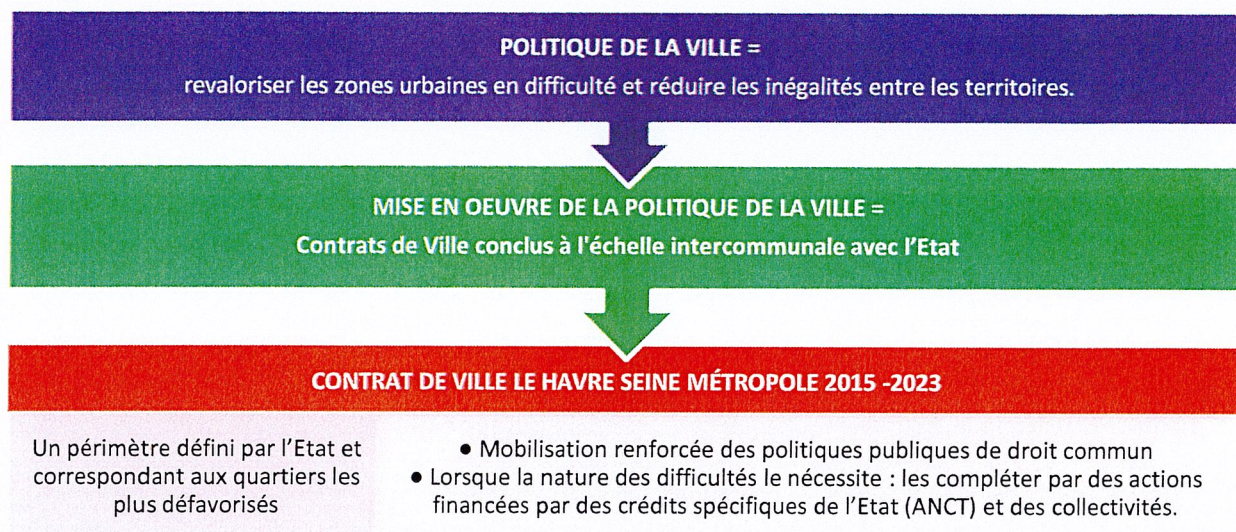
Le contenu de ces rapports se doit idéalement d'aborder les sujets suivants :

1. Principales orientations du contrat de ville ;
2. Evolution de la situation dans les quartiers prioritaires concernés (au regard des objectifs poursuivis) ;
3. Recensement des actions menées au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires au titre de l'année écoulée par l'établissement public de coopération intercommunale et par les communes ;
4. Perspectives d'évolution au regard des résultats obtenus et des moyens mobilisés, ainsi que les améliorations qui paraissent nécessaires à la poursuite des objectifs du contrat de ville, y compris au titre du renforcement des actions de droit commun, à la coordination des acteurs et des politiques publiques, à la participation des habitants ou à l'évaluation des actions ou programmes d'intervention ;
5. Articulation entre les volets social, économique et urbain du contrat de ville et, s'il y a lieu, avec les opérations d'aménagement au titre du programme national de renouvellement urbain.



# 1/ CADRE GENERAL

## 1.1- DEFINITION SYNTHETIQUE



## 1.2- PILIERS ET OBJECTIFS

Ce contrat de ville a été élaboré sur la base d'un projet de territoire partagé. Il est construit sur 3 piliers :

**① Développement économique , emploi**

- lien offre/demande, formation, mobilité

**③ Cadre de vie et renouvellement urbain**

- habitat, proximité, équilibre de peuplement, parcours résidentiel / sécurité

**② Cohésion sociale**

- accès aux droits, numérique / prévention, lutte contre les discriminations et les replis identitaires / santé, prévention, accès aux soins / éducation, formation, orientation / culture, accès aux loisirs / égalité femmes-homme / prévenir et lutter contre les violences faites aux femmes

Le Contrat de ville constitue donc un cadre contractuel et opérationnel destiné à soutenir des projets en faveur des quartiers en difficulté dans ces domaines.



## 1.3- GEOGRAPHIE PRIORITAIRE

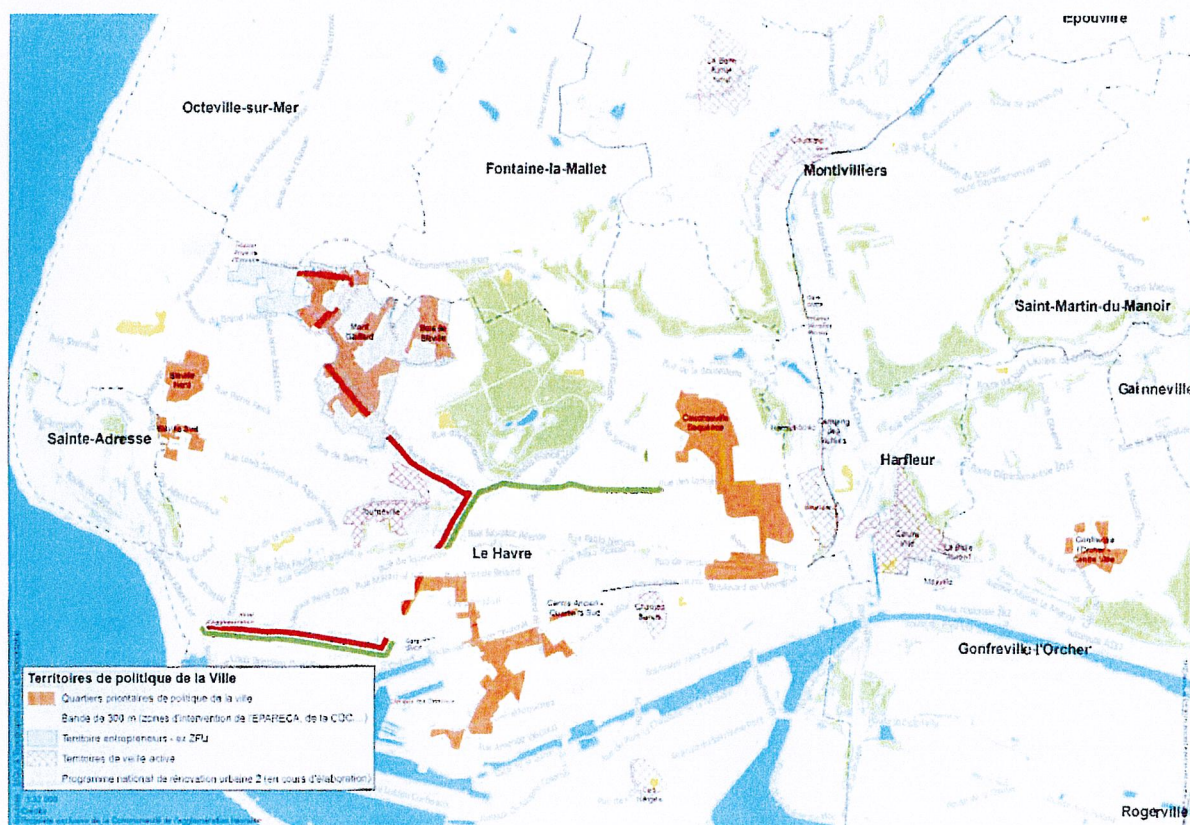
Le contrat de ville s'applique sur 4 communes :

- ▶ Le Havre,
- ▶ Gonfreville-l'Orcher,
- ▶ Harfleur,
- ▶ Montivilliers.

- 7 quartiers prioritaires (QPV) dont 6 au Havre et 1 à Gonfreville-l'Orcher
- 11 territoires « de veille active » (TVA) dont 3 au Havre, 2 à Gonfreville l'Orcher, 2 Montivilliers et 4 à Harfleur.

Ainsi, les porteurs de projets situés sur Harfleur et Montivilliers peuvent également répondre à l'appel à projet du Contrat de ville afin de mobiliser en priorité les crédits de droit commun des services de l'Etat, des collectivités locales et territoriales.

Quartiers prioritaires de la ville		
Le Havre	Caucrauville Soquence	17 659
	Centre ancien Quartiers sud	8 814
	Bois de Bléville	1 789
	Bléville Nord	1 841
	Bléville Sud	2 362
	Mont-Gaillard	8 743
Gonfreville l'Orcher	Centre-ville	1 892
TOTAL QPV		43 100
Territoire de veille active (TVA)		
Le Havre	Tourneville	3 300
	Champs-Barets	1 200
	Les Neiges	300
Gonfreville l'Orcher	Mayville	150
	La Belle Aurore	300
Harfleur	Centre-ville	2 900
	Beaulieu	700
	Camping des Vallées	5
	Harquebosc	30
Montivilliers	Président Wilson	2 400
	Belle Etoile Nord	1 800
TOTAL TVA		13 085
TOTAL QPV + TVA		56 185





## 2/ PRINCIPALES ORIENTATIONS DU CONTRAT DE VILLE 2023

Les orientations et objectifs opérationnels énoncés dans le contrat initial constituent toujours une feuille de route. Cependant, pour 2023, les priorités qui ont été partagées par les signataires sont :

### PILIER DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - EMPLOI

- Renforcer l'accès à la **qualification** et à l'**emploi** en contribuant à lever les freins : savoir-être, mobilité, santé, etc.

### PILIER COHESION SOCIALE

- Favoriser le **soutien à la parentalité** par l'accompagnement des parents dans l'exercice de leurs responsabilités
- Soutenir l'ambition scolaire et la **réussite éducative**
- Assurer l'**accès aux droits**
- Garantir l'**accès aux soins, notamment en santé mentale, et à une alimentation saine**
- Lutter contre l'**isolement**, le repli sur soi
- Accompagner le **vieillessement**

### ENJEUX TRANSVERSAUX

- La mobilisation /**participation des habitants**, notamment associée au pilier 3 "Cadre de vie, renouvellement urbain"
- Diversifier et innover en matière de **détection et mobilisation des bénéficiaires** : hors les murs, aller vers, partenariats pour les 3 piliers
- Lutte contre la **fracture numérique** pour les 3 piliers
- **Egalité femmes / hommes** réfléchi dans chaque action.

### 2.1- EMPLOI ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

#### PRIORITES

En lien avec le pilier « cohésion sociale », l'enjeu : renforcer l'accompagnement global et croisé des publics les plus éloignés de l'emploi, qui prend en compte l'intégralité des freins premiers à l'emploi.

Priorité essentielle dans ce pilier : l'**accès à l'emploi des publics fragiles par la levée des divers freins à l'emploi** (parcours qualifiant « sans coutures » jusqu'à l'emploi, pour une nouvelle chance, mobilité, savoir-être, illettrisme, freins psycho-sociaux, etc.).

Les actions répondant à cet appel à projet devront par ailleurs correspondre aux objectifs suivants :

- ▶ Prendre en compte l'accompagnement global des publics les plus éloignés de l'emploi. Il s'agit également de développer la proximité avec les demandeurs d'emploi notamment les plus précaires : maintenir, développer et mailler les services d'accueil de proximité, de médiation, encourager les actions d'insertion professionnelle délocalisées dans les quartiers, **s'engager à se rapprocher des autres acteurs pour un meilleur travail en réseau**
- ▶ **Lever les freins**, en particulier la maîtrise des savoirs de base et savoir être ainsi que de la langue française. Il s'agit également, de former les publics à développer leur propre réseau professionnel, leur autonomie, maîtriser l'outil informatique, ainsi que la mobilité
- ▶ Renforcer les liens entre les demandeurs d'emploi et le monde de l'entreprise
- ▶ Adapter le marché de l'emploi aux besoins des entreprises
- ▶ Agir pour les 16-25 ans sortis du système scolaire, sans qualification ou sans projet professionnel
- ▶ Développer des dispositifs en direction des plus de 50 ans
- ▶ Impliquer plus fortement le monde économique
- ▶ Promouvoir et diversifier le développement des clauses sociales dans les marchés
- ▶ Dynamiser le tissu économique et entrepreneurial des quartiers, soutenir l'économie sociale et solidaire et les structures d'insertion par l'activité économique.



## 2.2- COHESION SOCIALE

### PRIORITES

Certaines priorités ont été mises en avant :

- Favoriser le **soutien à la parentalité** par l'accompagnement des parents dans l'exercice de leurs responsabilités.
- Soutenir l'ambition scolaire et la **réussite éducative**.
- Renforcer **l'accès aux droits et l'accompagnement au numérique** : identifier les besoins et coordonner les initiatives, vers l'inclusion numérique.

Les actions répondant à cet appel à projet devront donc concourir aux objectifs communs suivants :

- ▶ **Accompagnement global et croisé** des personnes et des familles, il s'agit également de remettre les besoins des usagers au centre des réponses à apporter,
- ▶ Importance de maintenir, développer et mailler la **présence des structures de proximité**, de médiation, qui accompagnent, orientent et permettent au public d'acquérir l'information et la confiance nécessaires pour s'ouvrir vers l'extérieur,
- ▶ Développer des actions concourant à **l'autonomie des habitants**, l'accompagnement doit permettre d'aider les personnes/familles à s'ouvrir aux autres et créer des solidarités,
- ▶ Améliorer la **communication des actions** afin de perfectionner l'accès aux droits de manière générale mais également de favoriser la participation et l'implication collective des habitants dans la vie sociale, lutter contre l'isolement et/ou le repli sur soi :
  - Rendre accessible l'information de manière ciblée en fonction de l'attente du public : accès aux droits, vie sociale, etc.
  - Améliorer la lisibilité des actions de chacun des intervenants en développant un réseau, une coordination efficace entre les différents acteurs : service public et association,
  - Soutien à la maîtrise et l'utilisation des outils numériques dans l'accès aux droits.

## 2.3- CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN

### PRIORITES

Cette thématique est surtout mise en œuvre par les acteurs publics mais les porteurs de projets peuvent également mettre en place des actions d'accompagnement des habitants concourant à :

- L'amélioration du cadre de vie extérieur, bâti notamment.
- La recherche d'un meilleur équilibre de peuplement.
- Le développement des liens avec les habitants, la participation des habitants à la vie de la cité, être en capacité de proposer des formes de participation innovantes.
- Le maintien d'un cadre de vie apaisé.

## 2.4- AXES TRANSVERSAUX

### PRIORITES

Quel que soit le domaine dans lequel se déroule l'action, une attention particulière doit être portée aux axes transversaux suivants :

- Citoyenneté et respect des valeurs de la république.
- Egalité homme/femme, les relations filles/garçons dans l'école et le quartier, la non-discrimination, notamment à l'embauche.
- Ouverture à tous les publics, le respect des principes de la laïcité.



### 3/ EVOLUTION DE LA SITUATION DES QUARTIERS

#### A. DEMOGRAPHIE

##### Population en quartier prioritaire de la ville

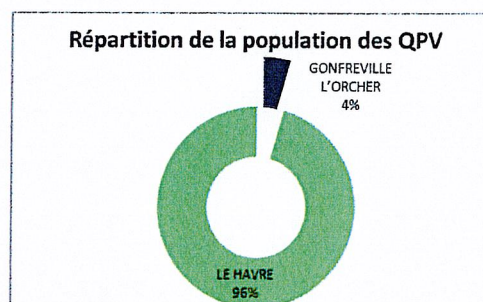
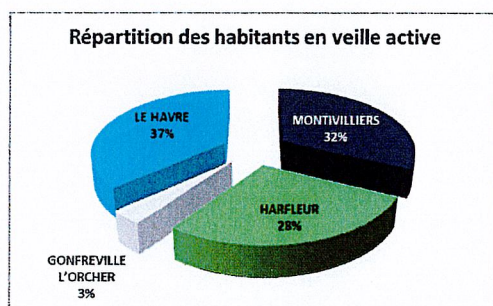
TERRITOIRE	Poids population prioritaire éligible aux crédits CGET (7 QPV)	Nombre d'habitants en QPV	REPARTITION
GONFREVILLE L'ORCHER	21,93%	2 000	4,4%
LE HAVRE	23,74%	41 100	95,6%
LE HAVRE SEINE METROPOLE	18,27%	43 100	100%

Quartiers QPV : Bléville nord, Bléville sud, Mont-Gaillard, Bois de Bléville, Centre ancien-quartiers sud, Caucrauville-Soquence, Centre-ville-Gonfreville l'Orcher

##### Population en territoire de veille active

TERRITOIRE	Nombre d'habitants en veille active (11 TVA)	REPARTITION
MONTIVILLIERS	4 200	32,1%
HARFLEUR	3 635	27,8%
GONFREVILLE L'ORCHER	450	3,4%
LE HAVRE	4 800	36,7%
LE HAVRE SEINE METROPOLE	13 085	100%

Quartiers TVA : Tourneville, Champs-barets, Les Neiges, La Belle Etoile NORD, Coudraie, Camping des Vallées, Harquebosc, Beaulieu, Centre-ville-Harfleur, La Belle Aurore, Mayville.



#### B. OUTILS DE SUIVI

Différents outils ont été mis en place afin de pouvoir suivre l'évolution de la situation des quartiers :

1. Des portraits de quartiers.
2. Un diagnostic social infra-urbain et des quartiers prioritaires du territoire réalisé par l'INSEE,

La méthodologie choisie est de renouveler l'analyse tous les 3 ans afin de constater les évolutions des différents quartiers. L'étude a été mise à jour en 2023.

En 2022, le contrat de ville a été prorogé jusqu'en 2023 et une évaluation finale participative a été menée et remise à l'Etat en juin 2022 conformément à sa circulaire. Au cours de l'été 2023, de nouvelles concertations d'habitants se sont tenues réunissant plus d'une centaine de personnes. Elles ont été organisées sous forme d'ateliers collectifs sur la base de prises de parole libres autour de différents thèmes : emploi, éducation, cadre de vie, santé, lien social, culture, sport, sécurité.

L'ensemble de ces travaux a permis d'identifier des priorités pour le futur contrat de ville 2024-2030.

Par ailleurs, chaque année, toutes les actions conduites dans le cadre du contrat de ville sont évaluées à mi-parcours ainsi qu'à la fin du projet. Des échanges et des rencontres sont organisés avec les porteurs d'action, la collecte d'information est ainsi régulière. Enfin, une synthèse annuelle de ces bilans intermédiaires est produite afin d'en rendre compte à l'instance de pilotage et ainsi réfléchir aux priorités.



## 4/ LES ACTIONS MENEES DANS LE CADE DU CONTRAT DE VILLE

### A- PROGRAMMATION GENERALE 2023 DU CONTRAT DE VILLE

La programmation 2023 a donné lieu à l'analyse des actions par les bilans intermédiaires, arrêtés donc en milieu d'année. Le GIP a reçu 97% des fiches bilan intermédiaire (89% en 2022, 88% en 2021 / 77% en 2020).

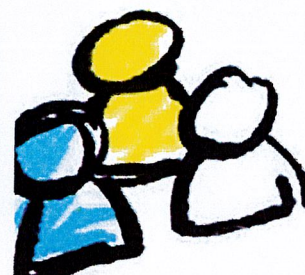


#### ACTIONS

- En 2023 : 116 actions dont 21 nouvelles, soit 18% (2022 : 116 actions, 22 nouvelles - 2021: 132 actions, 38 nouvelles)
- Les porteurs proposent une reconduction de leur action en 2023 à 82% (2022 : 70%), réorientation et non reconduction à 3%, 12% sans réponse (maintien de la tendance, moins d'absence de réponse)
- Les actions à l'échelle intercommunale représentent 39% (2022 : 40% / 2021 : 32% des actions / 2020 : 38%)

#### BENEFICIAIRES

- Nombre de bénéficiaires : 34 200 ( 2022 : 32.000 / 2021 : 25.000 / 2020 : 20.000 )
- Un équilibre global sur la répartition par sexe : 42% de femmes (2022 : 41% / 2021 : 43% / 2020 : 54%), 5 actions sont dédiées aux femmes sur les 3 piliers.

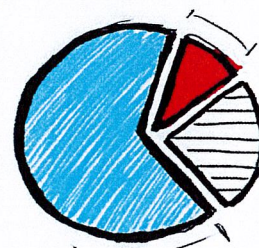


#### PORTEURS

- Mis en œuvre par 59 porteurs différents (2022 : 62 / 2021 : 65 / 2020 : 59), le programme est réalisé à 66% par des associations et 34 % par des services publics (2022 : 65% associations / 2021 : 77% / 2020 : 73%), avec quelques disparités par pilier :
- Présence associative Pilier 1 : 74% (2022 : 77%/2021 : 67% / 2020 : 65 %)
- Présence associative Pilier 2 : 71% (2022 : 68% / 2021 : 75% / 2020: 77%)
- Présence associative Pilier 3 : 38% (2022 : 43% / 2021 : 50% / 2020: 40%).

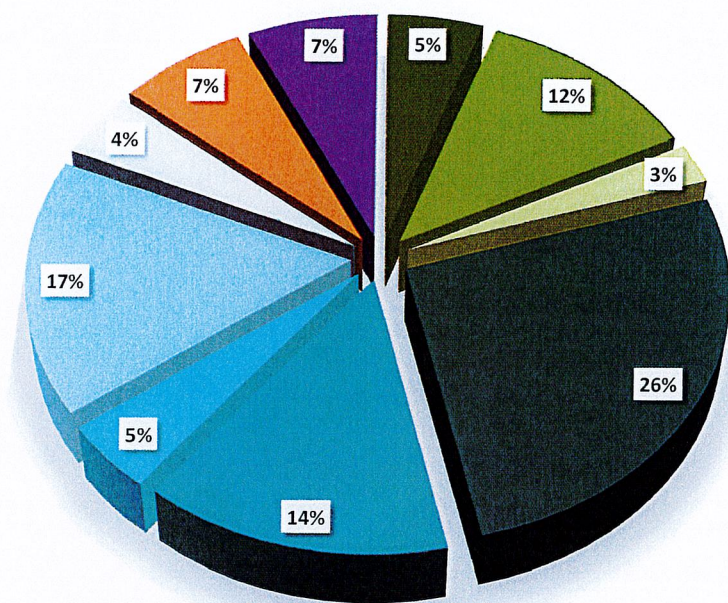
#### VOLET FINANCIER

- Le coût global du programme s'élève à près de 9,4M€ (2022 : 8,9M€ / 2021 : 8,7M€ / 2020 : près de 8,6M€)
- L'enveloppe ANCT s'élève à près de 1,7 M€, avec une augmentation de 4 000€ au regard de 2022
- L'enveloppe ANCT représente 39.12€/habitant, pour les 43 100 habitants issus des QPV (2022 : 38,11€ / 2021 : 37,53€ / 2020 : 37€)
- Cette enveloppe représente un taux stable de 18% du coût global des actions (2022 : 18% / 2021 : 19% / 2020 : 18%)
- Le Fonds de solidarité communautaire est de 80 000 €





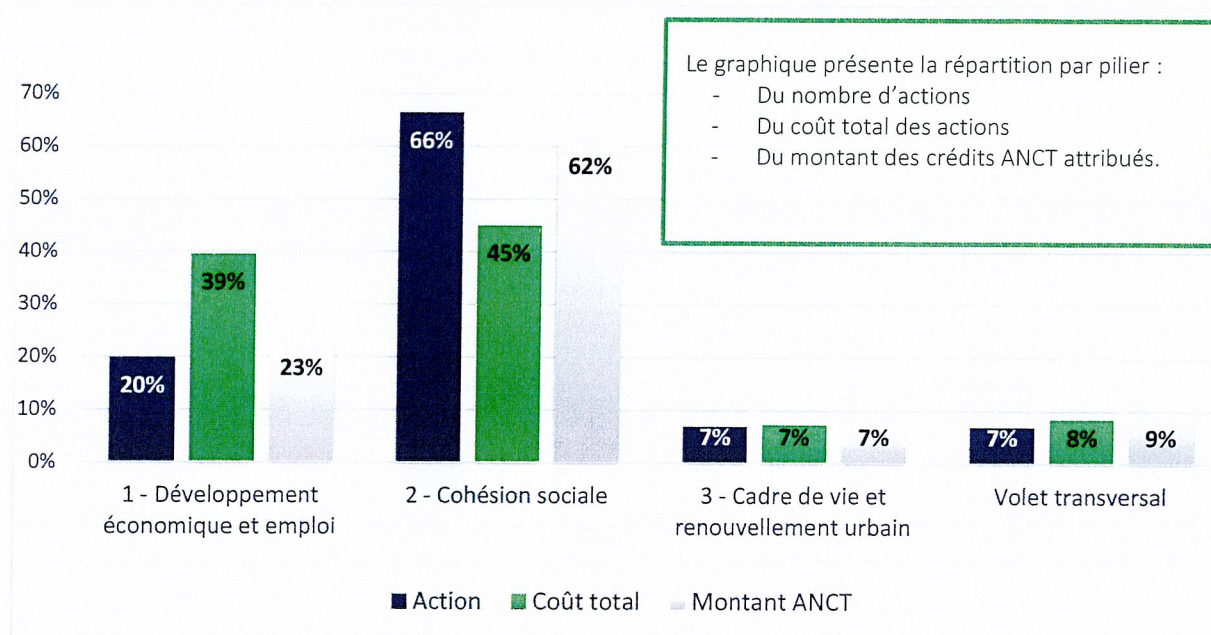
Répartition par pilier et orientation



- ORIENTATION 1 - REDUIRE LES ECARTS ENTRE LES BESOINS DES ENTREPRISES ET LES COMPETENCES DES ACTIFS
- ORIENTATION 2 - DEVELOPPER L'EMPLOYABILITE ET L'EMPLOI DES PERSONNES ELOIGNEES DU MARCHE DU TRAVAIL
- ORIENTATION 3 - DYNAMISER LE TISSU ECONOMIQUE ET ENTREPREUNARIAL DES QUARTIERS
- ORIENTATION 1 - AMELIORER L'ACCES AUX DROITS ET ADAPTER L'OFFRE DE SERVICE AUX PUBLICS PRECARISES
- ORIENTATION 2 - RENFORCER L'AUTONOMIE DES HABITANTS, LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS
- ORIENTATION 3 - RENFORCER LA PREVENTION, LA PROMOTION DE L'ACCES A LA SANTE
- ORIENTATION 4 - AMELIORER LA REUSSITE SCOLAIRE ET LUTTER CONTRE LE DECROCHAGE
- ORIENTATION 5 - FAVORISER L'EGALITE FEMMES/HOMMES
- PILIER 3 - CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN
- VOLET TRANSVERSAL



## C- REPARTITION PAR PILIER DU CONTRAT DE VILLE



### Les actions

La programmation 2023 regroupe 116 actions dont 66% sont inscrites au pilier Cohésion sociale (2022 : 66% / 2021 : 68%).

Sur ce pilier, 40% des actions visent à améliorer l'accès aux droits et adapter l'offre de service aux publics précarisés, 25% visent à améliorer la réussite scolaire et lutter contre le décrochage, ce qui est en cohérence avec les priorités identifiées dans le cadre de l'évaluation finale du Contrat de ville.

Dans le pilier Développement économique et emploi, 61% des actions ont pour objet de développer l'employabilité et l'emploi des personnes éloignées du marché du travail, la levée des freins à l'emploi étant également une des priorités reconnues dans les conclusions de l'évaluation.

### Le coût total

Le coût total des actions du pilier Cohésion sociale correspond à 45% du coût total du programme, suivant ainsi, assez logiquement, la tendance du nombre d'actions intervenant dans ce domaine.

Le coût moyen d'une action est de 79 296 € (2022 : 76 840 €), avec des disparités entre pilier.

	Coût total	coût moyen
1 - Développement économique et emploi	3 625 395	157 626 €
2 - Cohésion sociale	4 133 963	53 688 €
3 - Cadre de vie et renouvellement urbain	666 232	83 279 €
Volet transversal	772 752	96 594 €
<b>TOTAL</b>	<b>9 198 342</b>	<b>79 296 €</b>

### Les crédits ANCT

Le pilier Cohésion sociale concentre 62% des crédits ANCT (2022 : 61% / 2021 : 64%). Par ailleurs et conformément aux préconisations de l'Etat, plus de 20% des crédits sont affectés au pilier Développement économique, pilier prioritaire des actuels contrats de ville (23% en 2023).

Enfin, l'enveloppe ANCT 2023 se répartit comme suit selon le périmètre d'intervention des actions :

Périmètre d'intervention	Montant ANCT
Le Havre	761 930 €
Gonfreville l'Orcher	157 620 €
Périmètre intercommunal	766 499 €



## D- LES ACTIONS MENEES DANS LE CADRE DES CITES EDUCATIVES

Les Cités éducatives sont déployées dans deux Quartiers politique de la ville (QPV) de la Ville du Havre, pour un total de 11 000 habitants :

- Mare-Rouge, Mont-Gaillard et Bois de Bléville (labellisée en 2019), en 2023 un programme de 41 actions s'est déployé sur ce territoire,
- Quartiers sud (labellisée en 2020), en 2023, 44 actions ont été mises en place dans les quartiers concernés.

Les Cités Educatives Nord et Sud, dont la gestion administrative est confiée au GIP, disposent d'enveloppes annuelles ANCT, respectivement de 335 K€ et 385 K€.

## E- CITE DE L'EMPLOI

Les Cités de l'emploi, créées début 2020 par l'Etat au départ pour une période de 2 ans, proposent une collaboration renforcée des opérateurs de l'emploi, pilotée par le Préfet.

En appui du pilier « Emploi et développement économique » du contrat de ville, ce collectif d'acteurs institutionnels et associatifs, vise à garantir aux résidents des quartiers géo-prioritaires les mêmes opportunités d'insertion, d'emploi et de formation, le même accès à l'information et le même accompagnement qu'à l'ensemble de la population.

La Cité de l'emploi Le Havre Seine Métropole a été labellisée en octobre 2021, avec un objectif stratégique de renforcer et/ou améliorer la coordination entre acteurs intervenant sur les champs de l'emploi, l'insertion et la formation dans les quartiers géo-prioritaires du Contrat de ville.

La première subvention, versée en 2021 par l'Etat, a permis le recrutement d'un coordonnateur à 60% à partir de mai 2022.

Depuis 2023, le dispositif est prolongé avec une première enveloppe de 100 000 K€ (2023) puis de 50 000 K€ en 2024.

Au cours de l'année 2023, les actions mises en place ont bénéficié à 216 personnes avec une mixité de public :

- Jeunes (16/30 ans) avec 10 journées « Bus de l'emploi » en copilotage avec France Travail et la Mission Locale,
- Séniors (plus de 45 ans) avec l'action « Reboost » portée par le CREPI Normandie.

En plus des actions mises en œuvre, la Cité de l'emploi a répondu à son objectif stratégique par la création d'outils à destination de l'ensemble des acteurs locaux :

- Cartographie recensant les acteurs et dispositifs existants localement,
- Calendrier listant les événements en lien avec l'emploi et la formation dans une perspective d'harmonisation et de cohérence sur le territoire. Cet outil a été repris par le CATEF (Comité d'animation territoriale de l'emploi et de la formation) de l'arrondissement, piloté par le Sous-Préfet du Havre et l'animateur territorial Emploi-Formation de la Région Normandie. A ce titre, cet outil est passé dans le droit commun et est piloté par le service Développement économique de la Communauté Urbaine.

Sur la période, la comptabilité analytique fait ressortir en euros l'utilisation suivante des fonds et à partir de 2024, la consommation des crédits dans un scénario « au fil de l'eau » (à savoir : sans actions spécifiques nouvelles) :

Mouvements	2022	2023	Prévisions 2024	Prévisions 2025	Prévisions 2026
Report	100.000	132.357	179.228	178.973	124.568
Recettes	100.000	100.000	50.000	0	0
Dépenses	67.643	53.129	50.255	54.405	65.000

Et de manière détaillée en 2023 :

Cité de l'emploi 2023 / Report crédits 2022 + 100 K€ en 2023	
50 255 €	Action n°2 : IMPACT EMPLOI (1ère année) 6800
	Action n°3 : 0
179 228 €	Action n°4 : 0
100 000 €	Coordo à 60% + PFA (sur 12 mois) 31791
	12% du salaire du directeur (5 mois JYB + 7 mois VT) 7996
128 973,36 €	Part de la taxe sur les salaires / Stéphane C. 3668
28%	sur 1,5 trimestres (juste pour mémoire)
TOTAL = 50 55	



## **AUTRES FONDS**

---

### ***Fonds de solidarités communautaire***

Le Fonds de Solidarité Communautaire, alimenté par la Communauté Urbaine, pour soutenir financièrement les programmes d'action des villes de Montivilliers et d'Harfleur, s'est maintenu à 80 K€ en 2023.

Ce fonds a permis en 2023 la réalisation de 10 actions sur le territoire de la commune de Montivilliers et 6 actions sur celui d'Harfleur, pour un montant total de plus de 450 K€.

### ***Fonds de Revitalisation Economique (FRE)***

Le FRE est une obligation concernant les entreprises de plus de 1 000 salariés, ou appartenant à un groupe de plus de 1 000 salariés, qui procèdent à un licenciement économique collectif affectant l'équilibre d'un (ou plusieurs) territoires.

Cette obligation doit permettre de responsabiliser les dirigeants d'entreprises, qui, en mettant en place ces restructurations peuvent porter atteinte à l'équilibre d'un bassin d'emploi.

Ce FRE instaure une responsabilité sociale et territoriale des entreprises.

Un travail est alors engagé entre la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et de la Solidarité (DDETS) et l'entreprise afin d'établir un Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) qui englobera le FRE. Une convention, permettant d'en fixer le cadre, est établie entre l'Etat et la DDETS.

La Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS) s'est rapprochée courant septembre du GIP pour étudier l'opportunité et expérimenter un premier partenariat concernant la destination du Fonds de revitalisation économique (FRE).

En l'espèce, la SOCIETE DES POLYMERES TECHNIQUES, à Cany-Barville, dans le cadre de son PSE, était à la recherche d'une proposition d'actions en faveur de l'Emploi. Le GIP a proposé, dans le cadre de la Cité de l'Emploi, de mettre en place sur 2 ans une nouvelle action en partenariat avec France Travail et la Mission Locale, intitulée « Un bus pour l'emploi ».

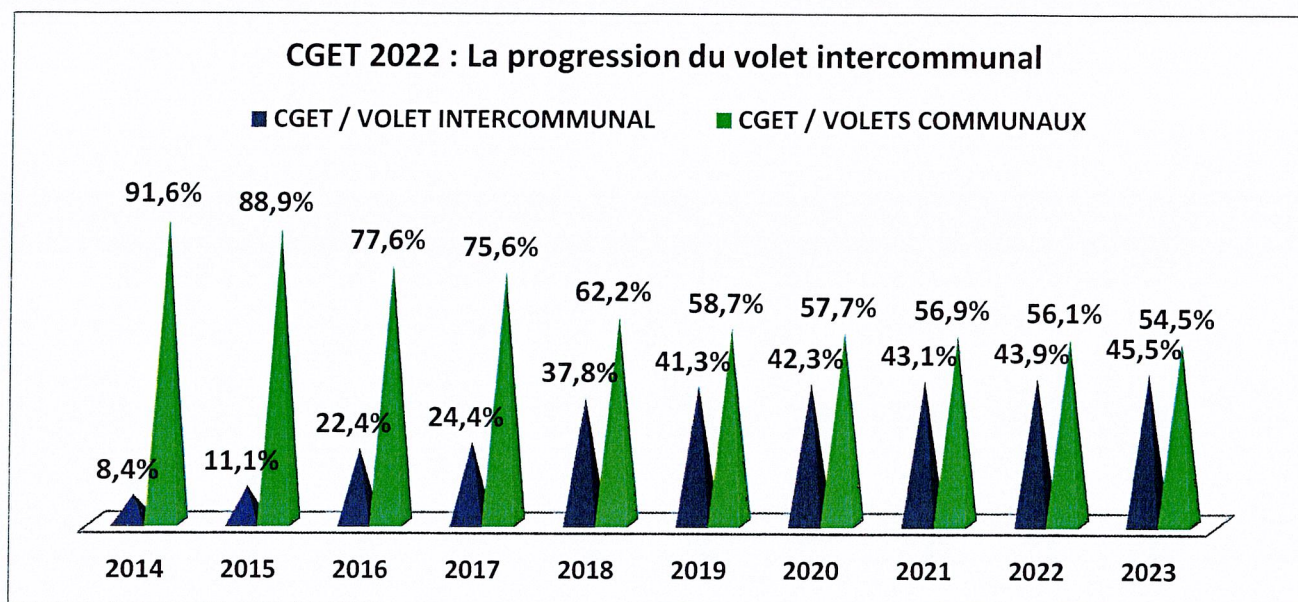
Les crédits reçus se sont finalement élevés à 31.789,40 € et en 2023, le GIP a dépensé 14.372,70 €. En 2024, le GIP disposera d'une somme de 17.416,70 € pour poursuivre le dispositif.



## F- PRINCIPALES TENDANCES

Les principales tendances, remarquées dès le début du nouveau contrat de ville, se sont confirmées :

- *L'intercommunalisation progressive du contrat de ville*



- *L'atteinte de l'objectif de 20% minimum des crédits spécifiques de l'Etat, à consacrer au pilier « Développement économique & Emploi »...*

2020	2021 (Basculement des actions FACE sur le pilier 2)	2022	2023
19,5%	18,6%	21,7%	23,2%

- *Une baisse des charges de structure maîtrisables par le GIP...*

(Retraitées du remboursement des mises à disposition, des frais liés à la Cité de l'emploi, au FRE et des dépenses d'évaluation)

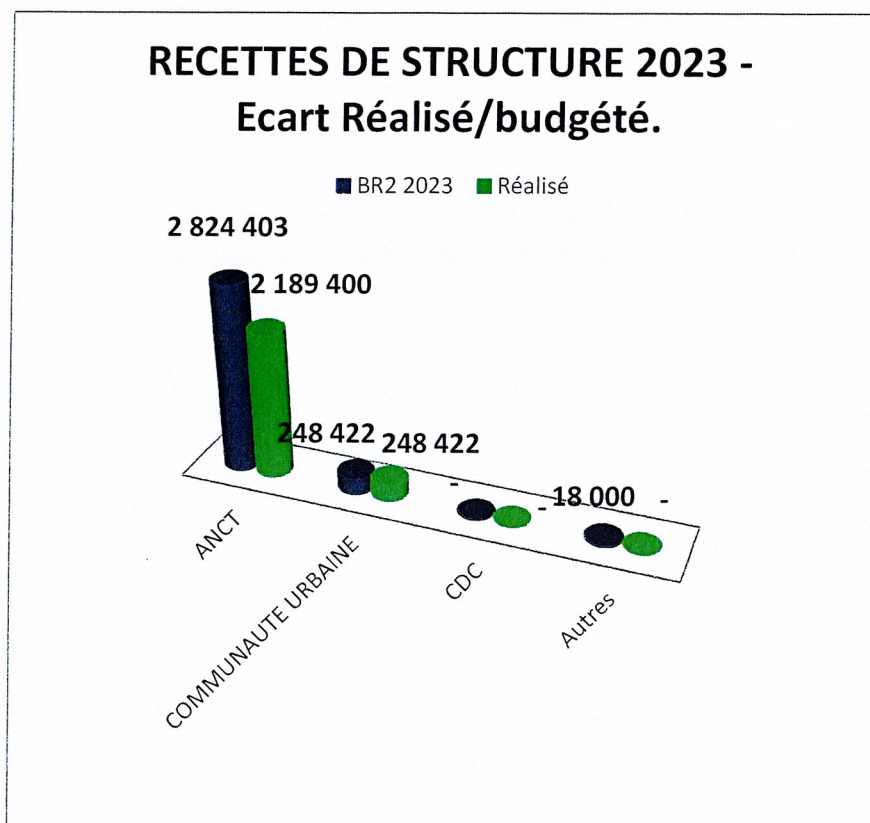
BP 2014		Après retraitement
TOTAL budgété =	291 130	
Dont Rembours des MàD =	- 93 300	
Dont Dépenses évaluation/animation =	-	
<b>TOTAL RETRAITE =</b>		<b>197 830</b>
BR2 2015 (pour mémoire)		Après retraitement
TOTAL budgété =	380 000	
Dont Rembours des MàD =	- 164 300	
Dont Dépenses évaluation/animation =	- 45 000	
<b>TOTAL RETRAITE =</b>		<b>170 700</b>
Réalisé 2023		Après retraitement
TOTAL budgété =	395 921	
Dont Rembours des MàD =	- 209 679	
Dont Dépenses évaluation/animation =	- 1 997	
Taxe sur les Salaires =	- 8 457	
Coordonnateur Cde (60%) =	- 31 791	
IMPACT EMPLOI + Préform SAS POEC / Serveurs	- 12 400	
Alternante Cde + Coût de la formation en alternance =	- 14 695	
Dépenses engagées / FRE	- 14 373	
<b>TOTAL RETRAITE =</b>		<b>102 531</b>
<b>ECART SUR 9 EXERCICES BUDGETAIRES =</b>		<b>95 299</b>

-48%



Face aux nouvelles missions dont les Cités Educatives et la Cité de l'Emploi, le GIP du contrat de ville est désormais parvenu au bout de l'exercice de réduction de ses dépenses structurelles maîtrisables.

- *Un poids certain et accru de l'Etat dans les recettes du GIP*



- *Un compte financier presque à l'équilibre*



LIBELLES		2023 - Budget Rectificatif n°1	2023 - Compte Financier (compta budgétaire)
<b>COMPTE DE RESUTAT - 1ère section</b>			
<b>A/ DEPENSES</b>			
<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>			
<b>60 ACHATS</b>		<b>4 400</b>	<b>3 015</b>
60612 Carburants et lubrifiants		3 500	2 500
6064 Fournitures administratives		800	515,24
6068 Autres matières et fournitures		100	0
<b>61 SERVICES EXTERIEURS</b>		<b>64 900</b>	<b>40 770</b>
611 Sous traitance (Evaluation/Animation du contrat de ville)		60 000	36 626,52
6156 Entretien et réparation - maintenance		3 500	3 722,56
6161 Assurance Multirisques		1 100	420,43
6181 Documentation générale (et administrative)		200	0
6185 Frais de Colloques, séminaires, conférences...		100	0
<b>62 hors 625 AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>		<b>216 178,77</b>	<b>222 309,90</b>
62142 Personnel prêté à l'établissement		203 578,77	209 678,54
623 Publicités, publications, relations publiques		100	0
<b>625 DEPLACEMENTS, MISSIONS, RECEPTIONS</b>		<b>2 100</b>	<b>1 633</b>
6251 Voyages et déplacements		500	207,70
6256 Missions		200	0
6257 Réceptions		1 400	1 425,47
626 Frais postaux et de télécommunications		900	0
6283 Formation continue du personnel		7 600	9 796,66
62888 Agent comptable		4 000	2 834,70
<b>CHARGES DIVERSES</b>		<b>13 650,00</b>	<b>16 476,98</b>
6311 Taxes sur les salaires		13 500	8 457
6583 Charges de gestion courante		0	0
6588 Autres charges diverses		150	0
6811 Dotations aux amortissements		0,00	238,77
68151 Dotations aux provisions pour risque et charge d'exploitation		0	7 781,21
<b>TOTAL ENVELOPPE FONCTIONNEMENT</b>		<b>301 228,77</b>	<b>284 204,80</b>
<b>DEPENSES DE PERSONNEL</b>			
<b>64 CHARGES DE PERSONNEL</b>		<b>120 000</b>	<b>111 716,51</b>
6411 Traitements, salaires et appointements		83 000	79 809,53
6413 Primes et gratifications		2 400	0
64142 Indemnités compensatoires (Inflation)		0	519,21
6451 Cotisations d'assurance maladie		26 000	26 130
6452 Cotisations aux mutuelles		3 500	2 169,90
6453 Cotisations aux caisses de retraite et de pension		4 400	3 087,87
6418 Autres rémunérations du personnel		700	0
<b>TOTAL ENVELOPPE PERSONNEL GIP</b>		<b>120 000</b>	<b>111 716,51</b>
<b>TOTAL CHARGES DE STRUCTURES GIP (Comptes 60 à 64)</b>		<b>421 228,77</b>	<b>395 921,31</b>
<b>DEPENSES D'INTERVENTION</b>			
<b>SUBVENTIONS ACCORDEES A DES TIERS</b>			
6573 Charges d'intervention pour compte propre		<b>2 733 203,00</b>	<b>2 071 162,00</b>
. Contrat de ville : Crédits ANCT N-1, disponibles pour tiers en année N	68 575,52		
. Contrat de ville : Crédits ANCT de l'année destinés à des tiers	1 513 390,48		
. Crédits Cité Educative NORD N-1, disponibles pour tiers en année N	90 777		
. Crédits BOP 147 au titre de la CE NORD (année scolaire N/N+1)	335 000		
. Crédits Cité Educative SUD N-2	0		
. Crédits Cité Educative SUD N-1, disponibles pour tiers en année N	65 220		
. Crédits BOP 147 au titre de la 2ème CE SUD (année scolaire N/N+1)	385 000		
. Crédits Cité de l'Emploi N-1 (après charges internes)	75 240		
. Crédits BOP 147 reçus au titre de la Cité de l'Emploi (année N)	100 000		
. Fonds de Solidarité Communautaire de LHSM	80 000		
. Fonds propres du GIP	20 000		
<b>TOTAL ENVELOPPE INTERVENTION</b>		<b>2 733 203,00</b>	<b>2 071 162,00</b>
<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES</b>		<b>3 154 431,77</b>	<b>2 467 083,31</b>



LIBELLES		2023 - Budget Rectificatif n°1	2023 - Compte Financier (compta budgétaire)
<b>B / RECETTES</b>			
<b>RECETTES D'INTERVENTION</b>			
<b>SUBVENTIONS D'EXPLOITATION</b>		<b>3 090 824,40</b>	<b>2 437 821,46</b>
7412	SUBVENTION(S) SUR CREDITS DE L'ETAT	2 824 402,52	2 189 399,58
	. Subvention de fonctionnement ANCT au GIP / Année N (après adoption de la programmation 2023 du contrat de ville)	99 082,52	99 082,52
	. Subvention complémentaire / Evaluation du contrat	5 000	
	. Contrat de ville : Crédits ANCT N-1, disponibles pour année N	68 575,52	
	. Contrat de ville : Crédits ANCT 2023, destinés à des tiers	1 513 390,48	
	. Crédits Cité Educative NORD N-1, disponibles pour année N	90 777	2 076 134,64
	. Crédits BOP 147 au titre de la CE NORD (année scolaire N/N+1)	335 000	
	. Crédits Cité Educative SUD N-2	0	
	. Crédits Cité Educative SUD N-1, disponibles pour année N	65 220	
	. Crédits BOP 147 au titre de la CE SUD année scolaire N/N+1	385 000	
	. Crédits BOP 147 N-2 et N-1 au titre de la Cité de l'Emploi	132 357	
	. Crédits BOP 147 reçus au titre de la Cité de l'Emploi (année N)	100 000	
	. Fonds de Revitalisation Economique (FRE)	30 000	14 182,42
7444	COLLECTIVITES PUBLIQUES ET ORGANISMES INTERNATIONAUX	266 421,88	248 421,88
	<u>Communauté Urbaine LHSM</u>	248 421,88	248 421,88
	. Subvention de fonctionnement	168 421,88	168 421,88
	. FSC de Le Havre Seine Métropole	80 000	80 000
	<u>AUTRES COLLECTIVITES</u>	18 000	0
	(CAF / Coordination de la CTG, versable début 2024 / 2023)		
7583	Produits divers/gestion courante	200,00	2 510,78
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<b>3 091 024,40</b>	<b>2 440 332,24</b>
7865	Reprise sur provisions	0,00	7 781,21
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>		<b>3 091 024,40</b>	<b>2 448 113,45</b>
RESULTAT prévisionnel de la 1ère section =		<b>-63 407,37</b>	<b>-18 969,86</b>
<b>AUTOFINANCEMENT</b>			
Résultat prévisionnel de l'exercice		-63 407,37	-18 969,86
+ Dotations aux amortissements et provisions		0,00	8 019,98
- Reprises sur amortissement et provisions		0,00	7 781,21
= CAPACITE OU INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT (+/-)		<b>-63 407,37</b>	<b>-18 731,09</b>
<b>Tableau de financement abrégé prévisionnel - 2ème section</b>			
		2023 - Budget Rectificatif n°1	2023 - Compte Financier (compta budgétaire)
<b>EMPLOIS</b>			
<u>INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT</u>		-63 407,37	-18 731,09
20	<b>TOTAL IMMO. INCORPORELLES</b>	0	0
20531	Logiciels acquis ou sous-traités	0	0
21	<b>TOTAL IMMO. CORPORELLES</b>	600	476,47
21831	Matériel de bureau et matériel informatique	200	0
21832	Matériel informatique	200	0
2184	Mobilier	200	476,47
Classe 2	<b>TOTAL EMPLOIS</b>	<b>600</b>	<b>476,47</b>
TOTAL DES EMPLOIS DECAISSABLES =		<b>-64 007,37</b>	<b>-19 207,56</b>
<b>RESSOURCES</b>			
<u>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</u>		0	0
1511	PROVISIONS POUR LITIGES	0	0
Classe 1	<b>TOTAL RESSOURCES</b>	0	0
2805	Amortissement des immobilisations incorporelles	0	0
281847	Amortissement des immobilisations corporelles		
Classe 2	<b>TOTAL RESSOURCES</b>	0,00	0,00
TOTAL DES RESSOURCES ENCAISSABLES =		0,00	0,00
<b>Prélèvement -ou apport- en fonds de roulement (vote)</b>		<b>-64 007,37</b>	<b>-19 207,56</b>
<b>RESULTAT APRES PRELEVEMENT OU APPORT =</b>		<b>0</b>	<b>0</b>



Il est en effet à noter la prévision d'un différé de recettes (en provenance de l'Etat), sur l'exercice 2023, en rapport avec la Cité Educative Sud, de 200 K€, pour lesquelles en 2022, les dépenses avaient bien été enregistrées au niveau du GIP aboutissant à un résultat négatif -171.045,65 €.

Le GIP avait ainsi fait l'avance des fonds. Le GIP enregistrera ce différé de recettes en 2024.

**Pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive, le GIP enregistre un résultat négatif à : -18.969,86 €.** A la différence du résultat enregistré en 2022, celui-ci témoigne d'une évolution plus structurelle, obligeant à un rééquilibrage dans les années à venir de la part des partenaires historiques du GIP (à savoir : la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole et l'Etat).

~



Février 2025

# Rapport d'activités 2024

## du GIP Contrat de ville

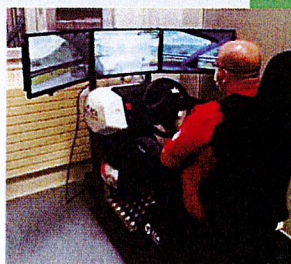
### Le Havre Seine Métropole



GIP CONTRAT  
DE VILLE  
LE HAVRE SEINE METROPOLE

LE  
HAVRE  
SEINE  
MÉTROPOLÉ

Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE





<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>3</b>
 <b>I. CADRE GENERAL.....</b>	<b>4</b>
1. Les axes transversaux du Contrat de ville 2024-2030.....	4
2. La nouvelle géographie prioritaire.....	5
3. Les principales orientations du Contrat de ville et la construction des parcours .....	6
 <b>II. EVOLUTION DE LA SITUATION DES QUARTIERS.....</b>	<b>7</b>
1. Les outils de suivi .....	7
2. Les Quartiers prioritaires de la politique de la Ville .....	7
3. Les Secteurs de veille active (SVA) .....	7
 <b>III. ACTIONS MENEES AU TITRE DE L'ANNEE 2024 .....</b>	<b>9</b>
1. Retour sur les bilans intermédiaires des actions 2024 du Contrat de ville .....	9
2. Lancement de l'appel à projet 2025 .....	10
3. Renouvellement des conventions d'abattement de la Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) .....	11
4. Evolution de la Cité éducative .....	12
5. Evolution de la Cité de l'emploi.....	14
6. Les autres actions du GIP Contrat de ville .....	16
 <b>IV. BILAN FINANCIER DU GIP CONTRAT DE VILLE .....</b>	<b>17</b>
1. Les principales tendances.....	17
2. Des comptes redevenus positifs (report à nouveau) .....	18
3. Comptes financiers 2024 .....	19



Depuis 2015<sup>1</sup>, il est prévu, dans les communes et établissements publics de coopération intercommunale ayant conclu un contrat de ville, que le maire et le président de l'établissement public de coopération intercommunale présentent à leur assemblée délibérante respective un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville.

Le contenu, validé par les services de l'Etat, pour le présent rapport de gestion est le suivant :

1. **Principales orientations du Contrat de ville ;**
2. **Evolution de la situation dans les quartiers prioritaires** concernés au regard des objectifs poursuivis ;
3. **Recensement des actions menées au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires** au titre de l'année écoulée par l'établissement public de coopération intercommunale et par les communes ;
4. **Perspectives d'évolution au regard des résultats obtenus et des moyens mobilisés**, ainsi que les améliorations qui paraissent nécessaires à la poursuite des objectifs du Contrat de ville, y compris au titre du renforcement des actions de droit commun, à la coordination des acteurs et des politiques publiques, à la participation des habitants ou à l'évaluation des actions ou programmes d'intervention ;
5. **Articulation entre les volets social, économique et urbain du Contrat de ville** et, s'il y a lieu, avec les opérations d'aménagement au titre du programme national de renouvellement urbain.

---

<sup>1</sup> Article L. 1111-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et décret n° 2015-1118 du 3 septembre 2015



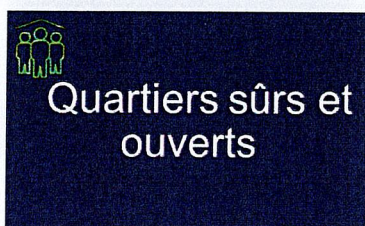
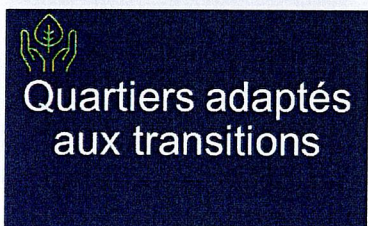
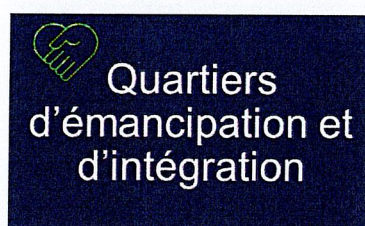
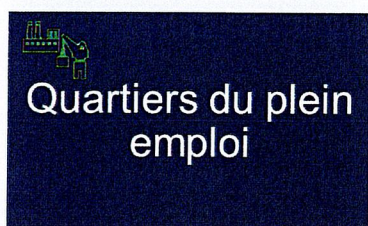
## I. CADRE GENERAL

Le Contrat de ville est un document stratégique et opérationnel conclu entre l'État, les collectivités territoriales et leurs partenaires. Il a été conçu pour **lutter contre les disparités sociales, économiques et territoriales** en concentrant les efforts et les ressources sur les zones urbaines en difficulté qui, dans ce cadre, font l'objet :

- d'une mobilisation renforcée des politiques publiques de droit commun ;
- d'un complément, par des actions financées par des crédits spécifiques de l'Etat, notamment via l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) et les collectivités, lorsque la nature des difficultés le nécessite.

### 1. LES AXES TRANSVERSAUX DU CONTRAT DE VILLE 2024-2030

Les priorités du nouveau Contrat de ville 2024-2030 ont été élaborées suite à l'évaluation finale du précédent Contrat de ville, en concertation avec les habitants des quartiers, les communes, les partenaires et acteurs des quartiers et l'Etat. Cette concertation a pris la forme de différents ateliers qui ont eu lieu entre 2023 et 2024. Ils ont permis de faire émerger quatre enjeux pour les quartiers :



Le Contrat de ville constitue un cadre contractuel et opérationnel destiné à soutenir des projets s'inscrivant dans ces enjeux, en faveur des quartiers en difficulté.



#### L'action du GIP Contrat de ville et des communes dans l'élaboration du nouveau Contrat de ville

- 9 ateliers territoriaux de concertation avec les habitants et les acteurs des quartiers pour l'élaboration du Contrat de ville entre 2023 et 2024 (109 participants).
- 17 ateliers de préparation du nouveau Contrat de ville avec les partenaires entre 2023 et 2024
- 1 séminaire avec les élus membres du GIP et représentants de la Communauté urbaine
- 1 comité de pilotage partenarial de validation du document le 4 avril 2024.
- Signature du Contrat de ville 2024-2030 par 24 partenaires.
- Publication du Contrat de ville sous forme de livret à destination des partenaires et porteurs de projet.



## 2. LA NOUVELLE GEOGRAPHIE PRIORITAIRE

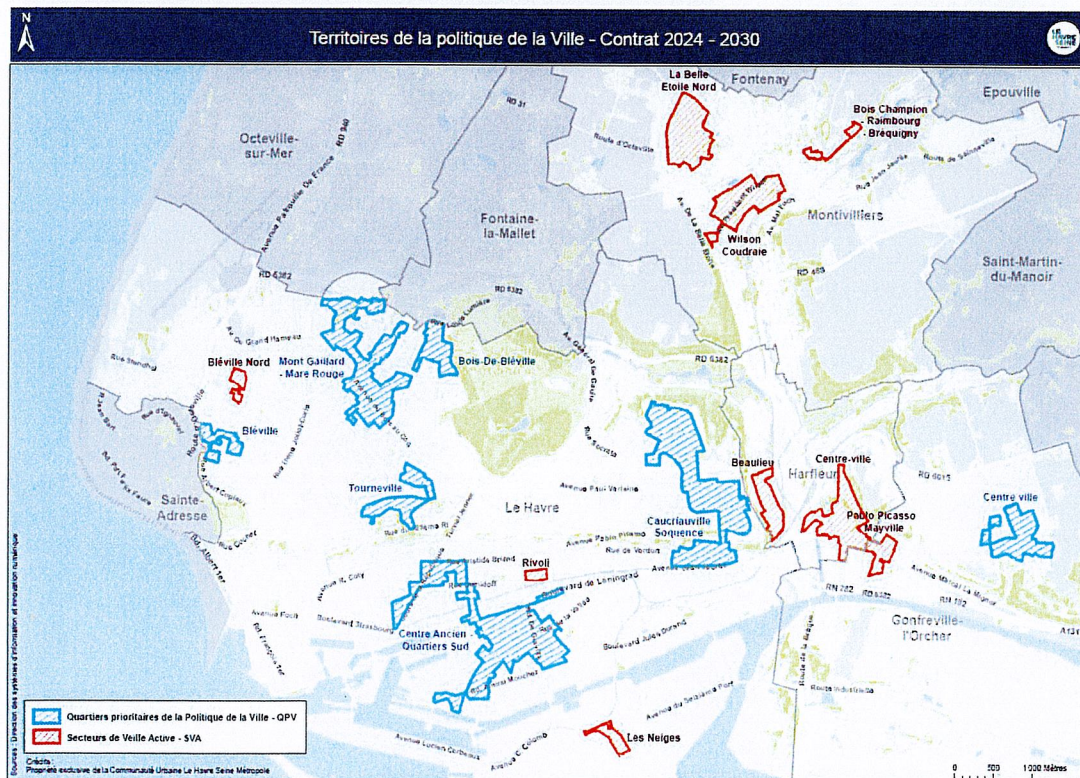
Le Contrat de ville concerne deux types de secteurs :

- Les **Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV)**. Il s'agit de territoires d'intervention définis par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014. Leur liste et leurs contours ont été modifiés par le décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023. Pour identifier les quartiers, l'Etat se base sur la concentration de populations ayant des ressources faibles (inférieures à 60 % du revenu médian). Les QPV doivent aussi être situés dans une unité urbaine de plus de 10 000 habitants et compter au moins 1 000 habitants.
- Les **Secteurs de veille active (SVA)** qui rencontrent des difficultés similaires à celles des QPV, sans répondre à l'ensemble des critères listés ci-dessus.

4 communes sont concernées par cette géographie prioritaire :

- Le Havre, avec 6 QPV et 3 SVA
- Gonfreville l'Orcher, avec 1 QPV et 1 SVA
- Harfleur, avec 2 SVA
- Montivilliers, avec 3 SVA

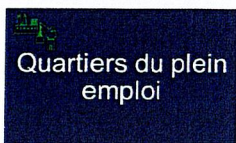
Commune	Quartiers prioritaires de la politique de la Ville	Secteurs de Veille Active
Le Havre	Bléville, Mont Gaillard-Mare Rouge, Bois de Bléville, Caucrauville-Soquence, Centre-ancien-Quartiers sud, Tourneville	Bléville Nord, Rivoli, Les Neiges
Gonfreville l'Orcher	Centre-ville	Pablo Picasso-Mayville
Harfleur		Beaulieu, Centre-ville
Montivilliers		Bois champion-Raimbourg-Bréquigny, Belle Etoile Nord, Wilson-Coudraie



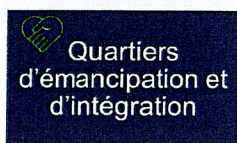


### 3. LES PRINCIPALES ORIENTATIONS DU CONTRAT DE VILLE ET LA CONSTRUCTION DES PARCOURS

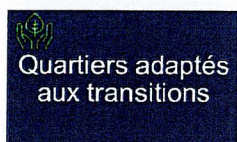
Les 4 axes transversaux concernent l'ensemble des quartiers, ils sont issus des priorités locales et des instructions nationales. Les actions retenues dans le cadre de la programmation annuelle du Contrat de ville répondent aux objectifs suivants :



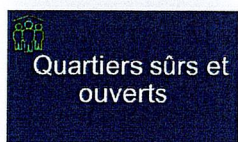
- Se coordonner pour mieux toucher les publics et lever les freins à l'emploi
- Sécuriser les parcours des publics vers l'emploi et la formation
- Mobiliser les acteurs économiques pour et autour des quartiers du Contrat de ville
- Améliorer les compétences des habitants



- Cultiver la réussite éducative, scolaire et l'ambition
- Accompagner la parentalité
- Soutenir les jeunes dans leurs projets et leurs parcours
- Diffuser une culture de l'égalité de genre et lutter contre le sexisme
- Garantir un accès réel aux droits
- Encourager le lien social



- Favoriser une transition démographique solidaire
- Créer les conditions d'une transition écologique résiliente
- Renforcer la prévention et l'accès aux soins
- Garantir une transition numérique inclusive



- Défendre ensemble les valeurs de la République
- Renforcer l'accompagnement des plus jeunes
- Repérer et prendre en charge les publics vulnérables
- Rendre les habitants acteurs de la tranquillité publique

Loin de traduire une vision segmentée des actions destinées aux quartiers, ces différents objectifs sont intégrés à une réflexion globale attachée à :

- **Prendre en compte les besoins des quartiers prioritaires** dans toutes les dimensions de l'action publique, grâce à la collaboration entre les acteurs locaux ;
- **Assurer la complémentarité des différentes politiques publiques** en faveur des quartiers en mettant en relation et en coordonnant ces mêmes acteurs ;
- **Harmoniser les actions de droit commun et les actions spécifiques** liées à la politique de la ville (Contrat de ville Cité éducative, Cité de l'emploi), grâce au rôle de coordination du GIP et à la collaboration quotidienne avec les communes et les services de l'Etat ;
- **Adapter les réponses aux besoins spécifiques de chaque quartier.**

La **construction et la sécurisation des parcours** des habitants tout au long de la vie sont au cœur de ce travail, permettant à la politique de la ville de répondre de manière ciblée et complémentaire aux besoins des habitants des quartiers prioritaires.



## II. EVOLUTION DE LA SITUATION DES QUARTIERS

### 1. LES OUTILS DE SUIVI

Différents outils ont été mis en place afin de pouvoir suivre l'évolution de la situation des quartiers :

- Des **fiches quartiers** intégrées au Contrat de ville indiquant : quelques données de cadrage, les ressources du quartier en termes d'équipements, de services et de vie associative, les enjeux prioritaires du quartier, la participation des habitants ainsi que les actions en cours ou envisagées ;
- Un **diagnostic social infra-urbain** et des quartiers prioritaires du territoire réalisé par l'INSEE<sup>2</sup> ;
- Des **évaluations à mi-année et en fin d'année de l'ensemble des actions** conduites dans le cadre du Contrat de ville. A ces occasions, l'échange avec les porteurs de projet permet également un suivi des situations des quartiers et de leurs habitants.

Le travail quotidien du GIP Contrat de ville et des référents communaux sur la politique de la ville participe, dans une démarche partenariale et coordonnée, à suivre l'évolution des quartiers sur les différentes thématiques en lien direct ou indirect avec les enjeux présentés précédemment.

### 2. LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

En raison de la mise à jour de la géographie prioritaire en 2023, l'évolution de la population résidant dans les actuels périmètres QPV ne pourra se mesurer que dans les prochaines années.

	Population municipale	Population en QPV	Part de la population en QPV
<b>Le Havre</b>	<b>167 658</b>	<b>43 394</b>	<b>25,9%</b>
<i>Bléville</i>		1 414	0,8%
<i>Bois de Bléville</i>		1 780	1,1%
<i>Caucrauville Soquence</i>		16 022	9,6%
<i>Centre Ancien - Quartiers Sud</i>		11 600	6,9%
<i>Mont Gaillard Mare Rouge</i>		9 430	5,6%
<i>Tourneville</i>		3 148	1,9%
<b>Gonfreville l'Orcher Centre-ville</b>	<b>9 042</b>	<b>2 309</b>	<b>25.5 %</b>

Source : INSEE - Recensement de population 2020 – SIG politique de la ville

### 3. LES SECTEURS DE VEILLE ACTIVE (SVA)

En raison du statut particulier des secteurs de veille active qui ne correspond ni à une géographie prioritaire validée par décret d'Etat, ni à une échelle géographique permettant la collecte des éléments statistiques (quartier, IRIS, par exemple), les données socio-démographiques sont plus

<sup>2</sup> La méthodologie choisie est de renouveler l'analyse tous les 3 ans afin de constater les évolutions des différents quartiers. L'étude a été mise à jour en 2023.



difficiles à collecter et à actualiser. Aussi, les données de population correspondent souvent à une géographie plus large que les seuls secteurs SVA.

	Population municipale	Populations SVA	Part SVA
<b>Le Havre</b>	<b>167 658</b>	<b>4 112</b>	<b>2,5%</b>
<i>Bléville Nord</i> <sup>3</sup>		698	0,4%
<i>Rivoli</i> <sup>4</sup>		1 658	0,9%
<i>Les Neiges</i>		1 756	1%
<b>Gonfreville l'Orcher</b>	<b>9 042</b>	<b>1560</b>	<b>17,2%</b>
<i>Pablo Picasso-Mayville</i>		1 560	17,2%
<b>Harfleur</b>	<b>8 333</b>	<b>4 045</b>	<b>48,5%</b>
<i>Beaulieu</i>		1 445	17,3
<i>Centre-ville</i>		2 600	31,2%
<b>Montivilliers</b>	<b>15 500</b>	<b>7617</b>	<b>49,1%</b>
<i>Bois champion-Raimbourg-Bréquigny</i> <sup>4</sup>		2032	13,1%
<i>Belle Etoile Nord</i>		1 901	12,3%
<i>Wilson-Coudraie</i>		3 684	23,7%
<b>TOTAL =</b>		<b>17.334</b>	

Source : Données issues des fiches quartiers du Contrat de ville 2024-2030 sur la base des références suivantes : INSEE, ABS, AURH, communes.



#### L'action du GIP Contrat de ville et des communes en 2024

- Réunions mensuelles d'animation techniques GIP-communes-Etat.
- Participation aux événements relatifs aux quartiers et à la politique de la ville au niveau local et national.
- Veille quotidienne sur les sujets en lien avec les quartiers (actualités, études, enquêtes, appels à projet par exemple).
- 2 Comités de pilotage annuels réunissant l'ensemble des signataires du Contrat de ville.



#### Perspectives

Les données d'observation statistiques continueront à être suivies comme élément principal de la mesure de l'évolutions des quartiers prioritaires. Ces éléments seront mis en perspective avec le regard des porteurs et des partenaires qui agissent en proximité sur le territoire.

<sup>3</sup> Ex-QPV 2015-2023

<sup>4</sup> Nouveau secteur de veille active



### III. ACTIONS MENEES AU TITRE DE L'ANNEE 2024

#### 1. RETOUR SUR LES BILANS INTERMEDIAIRES DES ACTIONS 2024 DU CONTRAT DE VILLE

En 2024, **118 actions financées par les fonds ANCT** ont été mises en œuvre, dont 31% d'actions nouvelles. A mi-parcours<sup>5</sup>, ces actions avaient déjà bénéficié à **31 637 habitants dont 69% d'habitants des quartiers prioritaires**. Les actions bénéficient à autant de femmes que d'hommes.

→ *Le nombre d'actions financées est stable sur les trois dernières années, même si chaque année, le nombre d'actions nouvelles varie fortement (18% d'actions nouvelles en 2023).*

En 2024, **35% des actions avaient une portée intercommunale** et **14 actions portaient spécifiquement sur un ou plusieurs Secteurs de veille active**.

Le secteur associatif a joué un rôle prépondérant dans la mise en œuvre du programme d'actions, représentant 65 % des 55 porteurs impliqués. Ces associations se concentrent principalement sur des thématiques clés telles que l'emploi et l'accès aux droits.

→ *Sur les trois dernières années, le nombre de porteurs a sensiblement fluctué (62 en 2022) et la représentation du secteur associatif reste stable (65% en 2022).*

Les bilans intermédiaires menés en 2024 ont révélé à la fois la **solidité et la qualité du réseau de partenaires**. De plus, ils ont confirmé les constats de 2023 relatifs à la détérioration des conditions sociales et économiques des résidents des quartiers prioritaires.



#### L'action du GIP Contrat de ville et des communes en 2024

- **22 réunions de bilans intermédiaires** organisées avec les porteurs (certains porteurs mènent plusieurs actions, évaluées à l'occasion d'une réunion unique).
- Accompagnement quotidien des porteurs sur l'année : méthodologie, adaptation des actions suite aux bilans intermédiaires, ingénierie, par exemple.
- Mise en cohérence des actions de la programmation avec l'ensemble des actions spécifiques, notamment celles de la Cité éducative et la Cité de l'emploi.
- Travail sur la logique de parcours des habitants.
- Coordination et renforcement du travail avec les acteurs du droit commun.



#### Les éléments financiers

- Coût total des actions financées : **7.9 M€** dont **1,7 M€ de fonds ANCT** soit 35.89€/habitant, pour les 45 703 habitants issus des QPV.
- Le Fonds de solidarité communautaire, alloué spécifiquement aux **Secteurs de veille active** des communes de Montivilliers et d'Harfleur, a **bénéficié d'un financement de 80 000 €**.

<sup>5</sup> Résultats des bilans intermédiaires réalisés en septembre 2024.



Une évaluation globale du programme d'actions 2024 sera réalisée au cours de l'année 2025<sup>6</sup>, au moment de la transmission par les porteurs des bilans finaux. Les nouvelles actions, ainsi que celles reconduites, feront l'objet d'un suivi continu tout au long de l'année.

Pour 2025, une vigilance particulière sera donc portée :

- à la poursuite du travail d'**interconnexion des acteurs** ;
- à l'**attention continue aux parcours des bénéficiaires**, dans une complémentarité entre le droit commun et les actions communales et intercommunales du Contrat de ville ;
- à la **veille sur la situation des quartiers et les difficultés rencontrées par les habitants** pour continuer à adapter les actions aux besoins.

## 2. LANCEMENT DE L'APPEL A PROJET 2025

La programmation annuelle du Contrat de ville est issue d'un travail d'instruction qui se prépare très en amont dans l'année selon le planning suivant :

1. *préparation de l'appel à projet au printemps*
2. *lancement de l'appel à projet le 16 septembre*
3. *clôture de l'appel à projet le 28 octobre 2024*
4. *instruction des dossiers jusqu'à la fin de l'année*

L'année 2024 a été marquée par le passage à l'outil national *Dauphin* qui permet le dépôt d'une demande de subvention au titre de la Politique de la Ville. Les dossiers déposés ont été instruits en partenariat étroit avec les communes qui, auprès du GIP, ont accompagné les porteurs dans ce changement de pratique.

**La demande de reconduction à 86% des actions 2024 sur 2025 atteste de la maturité des actions financées** et suivies par les partenaires.



### L'action du GIP Contrat de ville et des communes en 2024

- Déploiement et prise en main du **logiciel Dauphin** pour le dépôt et l'instruction des demandes de subventions et organisation de **deux réunions collectives d'information** des porteurs en septembre.
- **142 dossiers de demande de subvention instruits** :
  - 48 actions déposées sur le volet intercommunal
  - 63 actions déposées pour le territoire du Havre
  - 11 actions déposées pour le territoire de Gonfreville l'Orcher
  - 13 actions déposées pour le territoire de Montivilliers
  - 7 actions déposées pour le territoire d'Harfleur
- **Accompagnement des porteurs dans le dépôt et l'instruction** de leurs demandes avec un **accompagnement renforcé des nouveaux porteurs de projet**.

---

<sup>6</sup> Les bilans finaux des actions au titre de l'année 2024 se dérouleront au mois de mai 2025, les porteurs ayant jusqu'au 30 avril de l'année N+1 pour transmettre leur bilan financier.





## Perspectives

L’instruction des demandes de subvention déposées se poursuit sur le premier trimestre 2025 en vue de la validation de la nouvelle programmation. Ce travail est complété par la rencontre de chaque cofinanceur potentiel afin d’assurer la cohérence entre les différentes politiques publiques et la solidité du financement de chaque action.

### **3. RENOUVELLEMENT DES CONVENTIONS D’ABATTEMENT DE LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES (TFPB)**

---

Annexées au Contrat de ville, les conventions d’abattement de 30% sur la base de la TFPB, ont été renouvelées en fin d’année pour une période de 5 ans. Cet abattement, compensé pour les communes à hauteur de 40% par l’Etat, est un levier d’amélioration du cadre de vie des 7 Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) du territoire. En contrepartie, il impose aux bailleurs de renforcer les moyens quotidiens de gestion des **15 500 logements sociaux des villes du Havre et de Gonfreville l’Orcher** concernés par cette mesure.

L’élaboration des conventions sur le dernier semestre de l’année 2024 s’est appuyé sur le cadre national comprenant à la fois un référentiel d’utilisation de l’abattement et un modèle de convention pluriannuelle qui ont chacun favorisé une contractualisation harmonisée.



#### **L’action du GIP Contrat de ville et des communes du Havre et de Gonfreville l’Orcher en 2024**

- Elaboration et **signature de 9 conventions d’abattement** TFPB avec les bailleurs présents sur au **moins un QPV**.
- **Mise en place d’une gouvernance partenariale dédiée au pilotage des conventions.**



#### **Les éléments financiers**

- Un engagement de la part des bailleurs de **5 000 000 € valorisés** au titre de l’abattement pour la seule année 2025.



## Perspectives

L’année 2025 sera celle de la mise en place progressive de la gouvernance dédiée aux conventions d’abattement TFPB. Une évaluation des bilans et des programmes prévisionnels annuels sera mise en place et un premier Comité de pilotage partenarial se tiendra en septembre.

Le pilotage GIP-Etat-communes permettra notamment de :

- Renforcer le partenariat avec les bailleurs sociaux sur les quartiers prioritaires ;
- Favoriser la cohérence des programmes d’actions avec les orientations des collectivités sur différentes thématiques (propreté, déchets, vie du quartier, sécurité, par exemple) ;
- Travailler à la cohérence des actions valorisées avec le reste des politiques publiques de droit commun et spécifiques ;
- Définir et travailler sur des chantiers et enjeux interbailleurs.



#### 4. EVOLUTION DE LA CITE EDUCATIVE

---

En complément du droit commun et des actions du Contrat de ville, le **collectif d'acteurs institutionnels et associatifs** qui représente la Cité éducative vise à :

- Conforter le rôle de l'école ;
- Promouvoir la continuité éducative ;
- Ouvrir le champ des possibles en faveur de l'émancipation de la jeunesse des quartiers populaires.

La Cité éducative du Havre a été labellisée en plusieurs étapes :

- 2019 : labellisation de la Cité Nord (Mare-Rouge, Mont-Gaillard et Bois de Bléville)
- 2021 : labellisation de la Cité Sud (Quartiers sud)
- Septembre 2024 : unification des deux Cités et élargissement du périmètre sous la dénomination de « Cité éducative du Havre » (+ Soquence et Tourneville)

Avec la fusion des deux Cités, le dispositif a connu plusieurs évolutions significatives. Initialement calées sur le calendrier de l'année scolaire, les actions sont désormais **programmées et suivies en année civile**, 2024 ayant fait office d'année de transition. Au départ développé autour des trois axes nationaux cités plus hauts, la refonte de la Cité éducative du Havre en 2024 a été l'occasion **d'affiner les objectifs et axes prioritaires d'actions sur le territoire** :

- Encourager l'ambition et la réussite des publics de 13-25 ans ;
- Promouvoir la citoyenneté et laïcité ;
- Promouvoir l'égalité entre les filles et les garçons et prévenir les violences sexistes et sexuelles ;
- Prévenir et promouvoir de la santé ;
- Réduire l'impact des réseaux sociaux et encourager l'ouverture à la culture, au sport et aux loisirs.

Ces changements significatifs ont entraîné le **passage d'un fonctionnement en Appel à projets à un fonctionnement en Appel à manifestation d'intérêt (AMI)**. Le format de l'AMI a favorisé la co-construction des actions à partir des « préprojets » déposés par les porteurs. Les objectifs de la méthode étaient les suivants :

- Valider de manière partenariale la pertinence des préprojets proposés ;
- Identifier les possibilités de mettre en lien des porteurs et/ou les projets, pour amplifier leurs impacts ;
- Assurer la complémentarité entre les projets et travailler la cohérence globale du programme de la Cité éducative.

A l'issue de ce travail collectif, **89 actions ont été retenues** pour la période de septembre 2024 à décembre 2024<sup>7</sup>.

La **démarche d'évaluation** de la Cité éducative a révélé des avancées significatives depuis 2019 en termes de résultats grâce à une approche quantitative et à une mobilisation continue des partenaires. Depuis septembre 2024, un **changement dans la méthodologie d'évaluation** a été initié. L'Observatoire de la Cité éducative, réalisé avec l'appui de l'AURH, agence d'urbanisme Le Havre Estuaire de la Seine, va permettre de mesurer efficacement les effets des actions mises en place, avec :

- Des Indicateurs de suivi par projet ;

---

<sup>7</sup> Transition pour le passage d'année scolaire en année civile.



- Une évaluation interne de la gouvernance et de la méthodologie ;
- Une évaluation externe de l'impact des actions ;
- Un protocole de suivi et d'évaluation intégré aux conventions avec les porteurs de projet.



### L'action du GIP Contrat de ville et la ville du Havre en 2024

- **Gestion administrative et financière** de la Cité éducative.
- Co-animation de **3 groupes de travail partenariaux** pour définir chacun des nouveaux axes de la Cité éducative.
- Participation à la **démarche d'analyse et de co-construction des 86 préprojets déposés dans le cadre de l'AMI**, réunissant 50 acteurs associatifs, l'Education nationale, le GIP, l'Etat et la Ville du Havre.
- Participation aux **Comités techniques mensuels**.
- Participation aux **2 Comités de pilotage**.
- **Participation à la démarche d'évaluation globale** (Observatoire de la Cité éducative du Havre).



### Les éléments financiers

Pour l'année scolaire 2023-2024<sup>8</sup>, jusqu'en juin 2024, les Cités éducatives, qui représentaient à elles deux 11 000 habitants, ont bénéficié d'actions spécifiques :

- Cité nord : 41 actions financées par une enveloppe annuelle ANCT de 335 K€, sur un coût total d'actions de 739 K€ ;
- Cité sud : 46 actions financées par une enveloppe annuelle ANCT de 385 K€, sur un coût total d'actions de 900 K€.

Pour la fin de l'année 2024, de septembre à décembre, l'enveloppe de 720 K€ (335 K€ de la Cité nord + 385 K€ de la Cité sud) a été répartie entre :

- Le remboursement d'une avance consentie par le GIP au moment de la création de la Cité Educative Sud pour 200 K€ ;
- Une enveloppe projet pour cette période de septembre à décembre 2024 pour 520K€.

Cette enveloppe projet a permis d'assurer la transition d'une année scolaire vers une année civile. Les actions menées sur cette période ont représenté 462,34 K€ (pour un coût total des projets de 996 K€). Avant la réalisation d'un point définitif sur les actions effectivement réalisées sur cette période, un reliquat de 57,66 K€ est par conséquent disponible pour l'année 2025. Cette enveloppe a été réservée pour répondre aux besoins des nouveaux périmètres de la Cité éducative.



### Perspectives

En 2025, la Cité éducative du Havre entend poursuivre le travail engagé pour préciser les objectifs généraux de la Cité, en lien avec les résultats de l'évaluation et les besoins identifiés. De plus, elle poursuivra l'accompagnement des porteurs de projet pour le travail autour de l'évaluation des

<sup>8</sup> Avant la fusion des deux Cités en 2024 : fonctionnement séparé des deux secteurs avec des programmations sur l'année scolaire.



actions et s'appuiera sur le référentiel national d'évaluation des Cités éducatives en cours d'élaboration pour adapter les outils du protocole de suivi et d'évaluation.

La récente extension du périmètre de la Cité, comprenant maintenant le réseau du collège Léo Lagrange et le secteur de Tourneville, bénéficiera en 2025 de la mise en œuvre opérationnelle des dispositifs déjà en place sur les autres secteurs.

## 5. EVOLUTION DE LA CITE DE L'EMPLOI

En appui de l'enjeu Quartiers du plein emploi du Contrat de ville, le **collectif d'acteurs institutionnels et associatifs représentant la Cité de l'emploi**, vise à garantir aux résidents des quartiers géo-prioritaires les mêmes opportunités d'insertion, d'emploi et de formation, ainsi que le même accès à l'information et à l'accompagnement qu'à l'ensemble de la population.

Labellisée en octobre 2021, la Cité de l'emploi Le Havre Seine Métropole, a pour objectif principal **de renforcer et d'améliorer la coordination entre les acteurs** intervenant dans les champs de l'emploi, de l'insertion et de la formation dans les quartiers géo-prioritaires, conformément aux instructions nationales et au besoin local.

Le travail du collectif, sous l'égide du coordinateur et en partenariat avec le service Développement économique et agricole de la Communauté Urbaine, s'est poursuivi en 2024 avec :

- La **participation aux différentes instances compétentes du territoire** dans le domaine de l'emploi, de l'insertion et de la formation (Comité d'animation territoriale Emploi-Formation, Commissions insertion/emploi des communes de Gonfreville et d'Harfleur, Clubs d'entreprises, par exemple) ;
- Le suivi et, le cas échéant, le financement de **dispositifs et d'actions en faveur de l'emploi, de l'insertion et de la formation**, dont : Reboost, Geeks du bâtiment, Bus de l'emploi, Job's challenge ;
- La **mise à jour des outils d'information**, tels que le calendrier des événements emploi/formation, la cartographie interactive des acteurs,

En deux ans, la Cité de l'emploi a su développer et consolider un réseau d'acteurs désormais bien identifié par l'ensemble des acteurs du territoire.



### L'action du GIP Contrat de ville et des communes en 2024

- **Pilotage de la Cité de l'emploi** depuis sa labellisation sur le territoire avec la mobilisation à 60% du coordinateur.
- Animation de **6 Comités techniques** réunissant Etat, la Région, le Département de Seine-Maritime, la Communauté Urbaine et le service public de l'emploi.
- Participation aux **2 Comités de pilotage du GIP**, dans le cadre de la mutualisation des instances.
- **150 bénéficiaires d'actions** avec un taux de sorties positives avoisinant les 80%.



### Les éléments financiers

#### ➤ Moyens dédiés à la Cité de l'emploi

Depuis 2023, après l'évaluation nationale des Cités de l'emploi publiée le 12 avril 2023, le dispositif expérimental a été prolongé avec une première enveloppe de 100 K€ (en 2023), puis de 50 K€ en 2024 (Instruction du 08 janvier 2024 : « [...] une enveloppe de 50 000 € sera spécifiquement déléguée pour les cités retenues pour poursuivre la dynamique [...] »).



Néanmoins, la circulaire du 07 novembre 2024 relative au pilotage des contrats « Quartiers 2030 » est venue préciser que : « [...] comme préalablement annoncé, les Cités de l'emploi ne seront pas pérennisées en 2025 [...] mais le financement des actions menées [...] pourra être poursuivi sur les enveloppes locales des contrats Quartiers 2030.

La comptabilité analytique fait ressortir en euros l'utilisation suivante des fonds depuis 2022 :

Mouvements	2022	2023	2024
Report	100.000€	132.357€	222.428,44€
Recettes	100.000€	100.000€	50.000€
Dépenses	67.643€	59.929€	61.496,80€

Le report de crédits pour 2025 est donc de 160.931,36€.

#### Cité de l'Emploi 2024

Dépenses réelles	61 496,44€
------------------	------------

Disponible 2024	222 427,80€
dont subvention 2024	50 000,00€

Disponible au 31/12/2024	160 931,36€
-----------------------------	-------------

#### Détail des dépenses réelles

Action n°2 : Impact emploi (1 <sup>ière</sup> année)	10 200€
Action n°4 : Café crème théâtre (via France Travail)	2 030€
Action n°5 : Convention MELODI	2 000€
Coordonnateur à 60% + prime fin d'année (sur 12 mois) + Augmentation / 1 <sup>ier</sup> juillet 2024	34 487,64€
12% du salaire directeur (5 mois directeur 1+ 7 mois directeur 2)	8 220,00€
Part de la taxe sur les salaires / coordonnateur	2 788,80€
Divers	1 770€

### ➤ Fonds de revitalisation économique (FRE)

Le Fonds de revitalisation économique (FRE) oblige les entreprises de plus de 1 000 salariés, ou appartenant à un groupe de cette taille, à prendre des mesures lors de licenciements économiques collectifs affectant un territoire.

Cette obligation doit permettre de responsabiliser les dirigeants d'entreprises, qui, en mettant en place ces restructurations peuvent porter atteinte à l'équilibre d'un bassin d'emploi.

Un travail est alors engagé entre la Direction départementale de l'emploi, du travail et de la solidarité (DDETS) et l'entreprise, afin d'établir un Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) qui englobera le FRE. Une convention, permettant d'en fixer le cadre, est établie entre l'Etat et la DDETS.

En septembre 2023, la DDETS a proposé un partenariat avec le GIP pour expérimenter une nouvelle action. La Société des Polymères Techniques Société à Cany-Barville, dans le cadre de son PSE, était à la recherche d'une proposition d'action en faveur de l'emploi. Ainsi, l'action « Bus pour l'emploi », en partenariat avec France Travail et la Mission Locale a été mis en place sur 2 ans, dans le cadre de la Cité de l'Emploi.

Dans ce cadre, les crédits reçus se sont élevés à 31.789,40 € et en 2023, le GIP a dépensé 15.032,20€. En 2024, le GIP a disposé d'une somme de 16.757,20 € pour poursuivre le dispositif. 5.408,49 € ont été dépensés sur l'année 2024 au titre du Bus pour l'emploi. Pour 2025, il reste une somme disponible de 11.348,71 €.



Suite à l'adoption de la loi dite du « Plein emploi » de décembre 2023, les Cités de l'emploi ne pourront pas être pérennisées sous leur forme actuelle après 2025. Le réseau de la Cité de l'emploi Le Havre Seine Métropole sera désormais partie prenante du Comité local pour l'emploi avec pour objectifs de faire remonter les besoins du territoire et d'adapter la feuille de route à ces besoins. Les actions prioritaires menées sous l'égide de la Cité de l'emploi seront intégrées à l'axe « Quartier du plein emploi » du Contrat de ville et financées à ce titre.

Aussi, les chantiers qui attendent les acteurs de la Cité de l'emploi en 2025 sont principalement :

- **Piloter et animer le volet emploi/insertion/formation dans le cadre du Contrat de ville**, sous la dénomination de « Pacte plein emploi ».
- Suivre la **mise en place de l'accompagnement renouvelé des bénéficiaires du RSA** piloté par le Département et poursuivre le partenariat avec France Travail et la Mission locale ;
- Piloter avec BPI France le **plan « Entrepreneuriat 2030 »** qui vise à accompagner et développer la création d'entreprises dans les territoires politique de la ville.

## 6. LES AUTRES ACTIONS DU GIP CONTRAT DE VILLE

En 2024, le GIP a poursuivi son investissement dans le **réseau VIF** qui favorise l'interconnaissance des acteurs du territoire qui luttent au quotidien contre les violences intrafamiliales. Ce réseau professionnel est animé par le département et réunit notamment l'Etat, les communes, le Groupe Hospitalier du Havre et de nombreuses associations.

La participation active du GIP au réseau VIF est particulièrement visible lors de la journée annuelle du réseau qui a réuni en décembre 2024 près de 300 professionnelles et professionnels autour du sujet du contrôle coercitif.

L'enquête de satisfaction réalisée à la suite de cette journée a permis à plus de 80 participantes et participants de témoigner de l'importance du partage de connaissance et de pratiques autour du sujet des violences intrafamiliales.

Depuis 2024, le GIP participe également, aux côtés du service *Proximité- petite enfance* de la Communauté Urbaine au pilotage de la **Convention territoriale globale** (CTG). Cette convention cadre a pour objectif de renforcer la coopération avec la Caisse d'Allocation Familiale et à optimiser les réponses apportées aux familles du territoire.

L'année 2024 a permis de dresser un bilan de la précédente convention et d'engager la nouvelle contractualisation 2024-2028, adoptée par le Conseil communautaire en décembre.

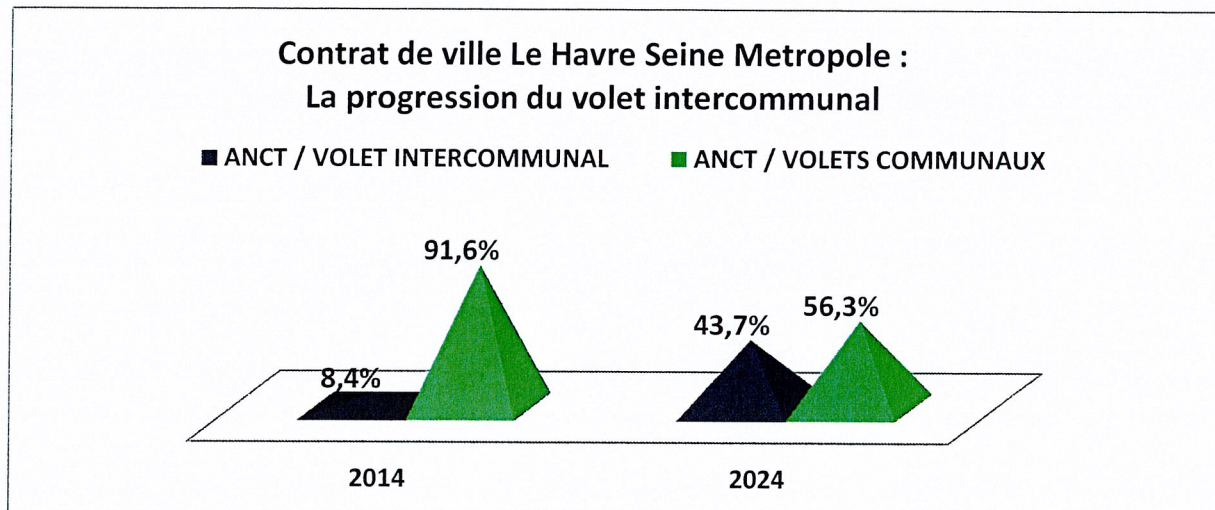


## IV. BILAN FINANCIER DU GIP CONTRAT DE VILLE

### 1. LES PRINCIPALES TENDANCES

Les principales tendances, remarquées au début du premier Contrat de ville intercommunal (génération 2015-2023), se sont confirmées :

#### 1. Augmentation progressive de l'enveloppe intercommunale



Parallèlement, du fait de l'augmentation des crédits délégués par l'Etat au territoire, et si l'on tient compte de l'intercommunalisation d'actions pré-existantes, les enveloppes communales ont continué sur la période à progresser en valeur absolue.

#### 2. Le poids croissant dans la programmation des actions liées au développement économique et à l'emploi

2020	2024
19,5%	28,2%

#### 3. Une baisse des charges de structure maîtrisables par le GIP

(Retraitées du remboursement des mises à disposition, des frais liés à la Cité de l'emploi, au Fonds de revitalisation économique et des dépenses d'évaluation).



BP 2014		Après retraitement
TOTAL budgété =	291 130	
Dont Rembours des MàD =	- 93 300	
Dont Dépenses évaluation/animation =	-	
<b>TOTAL RETRAITE =</b>		<b>197 830</b>

Réalisé 2024		Après retraitement
TOTAL budgété =	343 555	
Dont Rembours des MàD =	- 197 845	
Dont Dépenses évaluation/animation =	- 3 480	
Taxe sur les Salaires =	- 9 373	
Coordonnateur Cde (60%) =	- 34 488	
Actions / Cité de l'Emploi	- 14 230	
Frais engagés / FRE	- 5 408	
Divers	- 3 908	
<b>TOTAL RETRAITE =</b>		<b>78 731</b>

<b>ECONOMIES / ECART SUR 9 EXERCICES BUDGETAIRES (entre 2024 et 2014) =</b>	<b>- 119 099</b>
---	------------------

-60%

Face à l'extension de ses missions, telles que la Cité éducative et la Cité de l'emploi, le GIP Contrat de ville a désormais atteint la limite de la réduction de ses dépenses structurelles maîtrisables.

## 2. DES COMPTES REDEVENUS POSITIFS (REPORT A NOUVEAU)

Le report à nouveau est la partie des résultats passés (bénéfices ou pertes) qui n'a pas été utilisée. Il s'agit de crédits disponibles qui sont reportés sur l'exercice suivant.

Le **résultat comptable exceptionnellement excédentaire** constaté en 2024 **s'explique par la régularisation par l'Etat d'une avance de crédits consentis par le GIP**, au moment de la mise en place de la seconde Cité éducative dans les quartiers sud de la Ville du Havre.

Le montant de cette régularisation, intégralement versée en une fois en 2024, a été de 200.000 €.

En 2023, pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive, le GIP avait comptabilisé un résultat négatif à -18.969,86 €. A la différence du résultat enregistré en 2022, celui-ci témoigne d'une évolution plus structurelle, ayant obligé un rééquilibrage financier de la part des partenaires historiques du GIP, à savoir la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole et l'Etat.

En 2024, le résultat de la section de fonctionnement s'élève à + 173.951,43 €.

A l'issue de l'exercice comptable 2024, le GIP renoue avec un report à nouveau positif de + 95.549,09 €.



### 3. COMPTES FINANCIERS 2024

LIBELLES		2024 - Budget Rectificatif n°1	2024 - Compte Financier (comptabilité budgétaire)
COMPTE DE RESUTAT - 1ère section			
A/ DEPENSES			
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
60	ACHATS	4 400	884,76
60612	Carburants et lubrifiants	3 500	
6064	Fournitures administratives	800	
6068	Autres matières et fournitures	100	
61	SERVICES EXTERIEURS	47 400	25 095,20
611	Sous traitance (Evaluation/Animation du contrat de ville)	42 000	21 280,54
6156	Entretien et réparation - maintenance	4 000	3 317,74
6161	Assurance Multirisques	1 100	465,98
6181	Documentation générale (et administrative)	200	30,94
6185	Frais de Colloques, séminaires, conférences...	100	0
62 hors 625	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	216 124,00	200 835,13
62142	Personnel prêté à l'établissement	211 000,00	197 845
623	Publicités, publications, relations publiques	100	0
625	DEPLACEMENTS, MISSIONS, RECEPTIONS	2 400	2 249,59
6251	Voyages et déplacements	500	425,20
6256	Missions	300	83,30
6257	Réceptions	1 600	1 741,09
626	Frais postaux et de télécommunications	900	0
6283	Formation continue du personnel	600	0
62888	Agent comptable	3 524	2 990,13
	CHARGES DIVERSES	14 250,00	9 720,98
6311	Taxes sur les salaires	13 500	9 373
6583	Charges de gestion courante	200	0
6588	Autres charges diverses	150	0,36
6811	Dotations aux amortissements	400,00	347,62
6865	Dotations aux provisions pour risque et charge d'exploitation	0	0
	TOTAL ENVELOPPE FONCTIONNEMENT	284 574,00	238 785,66
DEPENSES DE PERSONNEL			
64	CHARGES DE PERSONNEL	121 606,00	104 769,04
6411	Traitements, salaires et appointements	79 606	74 750,05
6413	Primes et gratifications	3 500	
64142	Indemnités non indexées liées à la résidence et à la mobilité	0	332,02
6451	Cotisations d'assurance maladie	29 500	24 588
6452	Cotisations aux mutuelles	3 000	1 973,25
6453	Cotisations aux caisses de retraite et de pension	4 500	3 125,72
648	Autres charges du personnel	1 500	0,00
	TOTAL ENVELOPPE PERSONNEL GIP	121 606,00	104 769,04
	TOTAL CHARGES DE STRUCTURES GIP (Comptes 60 à 64)	406 180,00	343 554,70
DEPENSES D'INTERVENTION			
SUBVENTIONS ACCORDEES A DES TIERS			
6573	Charges d'intervention pour compte propre	2 757 809,17	2 542 992,50
	. Contrat de ville : Crédits ANCT N-1, disponibles pour tiers en année N	27 932	27 932
	. Contrat de ville : Crédits ANCT de l'année destinés à des tiers	1 547 531,25	1 524 531,25
	. Crédits Cité Educative NORD N-1, disponibles pour tiers en année N	184 280	
	. Crédits Cité Educative SUD N-1, disponibles pour tiers en année N	302 089	491 969,25
	. Crédits BOP 147 au titre de la Cité Educative LH de l'année	496 000	416 097
	. Crédits Cité de l'Emploi N-1 (après charges internes)	67 476,92	0
	. Crédits BOP 147 reçus au titre de la Cité de l'Emploi (année N)	50 000	0
	. Fonds de Solidarité Communautaire de LHSM	80 000	80 000
	. Fonds propres du GIP	2 500	2 463
	TOTAL ENVELOPPE INTERVENTION	2 757 809,17	2 542 992,50
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES	3 163 989,17	2 886 547,20



LIBELLES		2024 - Budget Rectificatif n°1	2024 - Compte Financier (comptabilité budgétaire)
<b>B / RECETTES</b>			
<b>RECETTES D'INTERVENTION</b>			
<b>SUBVENTIONS D'EXPLOITATION</b>		<b>7 078 582,93</b>	<b>3 056 076,42</b>
74121	ETAT - SUBVENTIONS POUR CHARGE DE SERVICE PUBLIC	6 808 582,93	117 135,60
	. Subvention de fonctionnement ANCT au GIP / Année N	92 735,75	92 735,75
	. Subvention complémentaire à la MOUS du GIP / Cité Educative	24 000	24 000
	. Contrat de ville : Subvention exceptionnelle ANCT, accordée à la fin de l'exercice N-1, disponibles pour année N	1 000	399,85
74121 et 742128	ETAT - SUBVENTIONS AUTRES MINIERES (DONT POLITIQUE DE LA VILLE)	3 750 523,59	2 668 940,82
	. Contrat de ville : Crédits ANCT N-1 non consommés, disponibles pour année N	27 932	27 932
	. <b>Contrat de ville : Crédits ANCT de l'année, destinés à des tiers</b>	1 547 531,25	1 524 531,25
	. Crédits Cité Educative NORD N-1, disponibles pour année N	200 731	
	. Crédits Cité Educative SUD N-1, disponibles pour année N	271 549	476 080
	. <b>Crédits BOP 147 au titre de la CE LH de l'année</b>	496 000	416 097
	. Rembours avance du GIP / Cité Educative SUD 2021-2022	200 000	200 000
	. Crédits BOP 147 N-2 et N-1 au titre de la Cité de l'Emploi	128 973,36	18 042
	. <b>Crédits BOP 147 reçus au titre de la Cité de l'Emploi (année N)</b>	50 000	0
	. Fonds de Revitalisation Economique N-1 (FRE)	17 606,98	6 258,27
	. <b>Fonds de Revitalisation Economique (FRE)</b>	0	0
7444	COLLECTIVITES PUBLIQUES ET ORGANISMES INTERNATIONAUX	270 000	270 000
	Communauté Urbaine LHSM	270 000	270 000
	. Subvention de fonctionnement	190 000	190 000
	. FSC de Le Havre Seine Métropole	80 000	80 000
	. <b>AUTRES COLLECTIVITES</b>		
758	Produits divers de gestion courante	200	4 422,21
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<b>7 078 782,93</b>	<b>3 060 498,63</b>
7865	Reprise sur provisions	0	0
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>		<b>7 078 782,93</b>	<b>3 060 498,63</b>
RESULTAT prévisionnel de la 1ère section =		<b>3 914 793,76</b>	<b>173 951,43</b>

#### AUTOFINANCEMENT

Résultat prévisionnel de l'exercice	3 914 793,76	173 951,43
+ Dotations aux amortissements et provisions	400,00	347,62
- Reprises sur amortissement et provisions	0	0
<b>= CAPACITE OU INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT (+/-)</b>	<b>3 915 193,76</b>	<b>174 299,05</b>

Tableau de financement abrégé prévisionnel - 2ème section		2024 - Budget Rectificatif n°1	2024 - Budget Rectificatif n°1
<b>EMPLOIS</b>			
<u>INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT</u>		<u>0,00</u>	<u>0,00</u>
<b>20 TOTAL IMMO. INCORPORELLES</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
20531	Logiciels acquis ou sous-traités	0	0
<b>21 TOTAL IMMO. CORPORELLES</b>		<b>15 600</b>	<b>333</b>
21831	Matériel de bureau et matériel informatique	400	0
21832	Matériel informatique *	15 000	0
2184	Mobilier	200	333
<b>Classe 2 TOTAL EMPLOIS</b>		<b>15 600</b>	<b>333</b>
<b>TOTAL DES EMPLOIS DECAISSABLES =</b>		<b>-15 600,00</b>	<b>-332,60</b>
<b>RESSOURCES</b>			
<u>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</u>		<u>3 915 194</u>	<u>174 299</u>
1511	PROVISIONS POUR LITIGES	0	0
<b>Classe 1 TOTAL RESSOURCES</b>		<b>3 915 194</b>	<b>174 299</b>
2805	Amortissement des immobilisations incorporelles	0	0
281847	Amortissement des immobilisations corporelles	0,00	0,00
<b>Classe 2 TOTAL RESSOURCES</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RESSOURCES ENCAISSABLES =</b>		<b>3 915 193,76</b>	<b>174 299,05</b>
<b>Prélèvement -ou apport- en fonds de roulement (vote)</b>		<b>3 899 593,76</b>	<b>173 966,45</b>
<b>RESULTAT APRES PRELEVEMENT OU APPORT =</b>		<b>0</b>	<b>0</b>

\* : Disposition exceptionnelle de crédits prévue en cas de cyber-attaque par exemple.